

## ***Comité directeur sur les médias et la société de l'information***

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

**17/12/2014**

**7<sup>e</sup> réunion**

**18-21 novembre 2014  
(Strasbourg, Agora, salle G03)**

### **Rapport de réunion**

#### **1. Ouverture de la réunion**

1. Le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) se réunit à Strasbourg sous la présidence de Mme. Maja Rakovic (Serbie) du 18 au 21 novembre 2014. La répartition des sexes des 71 participants est la suivante : 27 femmes (38 %) et 44 hommes (62 %).

#### **2. Adoption de l'ordre du jour**

2. Le CDMSI adopte l'ordre du jour de la réunion avec quelques rajouts aux points 9.3,12.3 et 2.5 (y compris deux points d'information apportés par la Lettonie, des commentaires sur une recommandation du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, de nouvelles demandes pour l'obtention du statut d'observateur). L'ordre du jour adopté figure en annexe I et la liste des participants en annexe II.

#### **3. Information de la présidence et du secrétariat**

3. M. Jan Kleijssen, Directeur de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, informe le CDMSI des priorités du Secrétaire Général liées à son travail sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes. Il encourage le CDMSI à finaliser le projet de recommandation sur la neutralité des réseaux, soulignant la perspective des droits de l'homme du travail du Conseil de l'Europe. Il invite les membres du CDMSI à formuler des propositions sur la nouvelle Stratégie sur la gouvernance d'Internet 2016-2019.

4. Le CDMSI prend note de l'information apportée par le secrétariat et certains de ses membres sur la mise en place d'une plate-forme sur la liberté d'expression pour promouvoir la protection du journalisme et la sécurité des journalistes. La mise en œuvre de cette plate-forme devrait être lancée par une conférence organisée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE) le 4 décembre à Paris. Le secrétariat informe également le CDMSI d'une table ronde sur la sécurité des journalistes tenue le 19 mai à Strasbourg, d'un projet de protocole d'accord entre le Conseil de l'Europe et de possibles ONG partenaires ainsi que d'un séminaire et dialogue interrégional sur la protection des journalistes qui a eu lieu à Strasbourg le 3 novembre 2014.

5. Le secrétariat informe le CDMSI d'une étude comparative sur les droits et les pratiques en matière de filtrage, blocage et suppression de contenu illégal sur Internet dans les 47 États membres qui sera réalisée à l'initiative du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### **4. Suivi de la mise en œuvre dans les États membres des normes adoptées par le Conseil de l'Europe en matière de société de l'information**

6. Le CDMSI discute du contenu d'un questionnaire sur la mise en œuvre des Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pour éliminer l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme, dans le contexte de la sécurité des journalistes. Il décide que le secrétariat devra préparer une liste de questions plus concrètes pour le 15 janvier 2015 sur la base des discussions qui ont lieu au sein du Comité et de la liste des normes du Comité des Ministres portant sur la sécurité des journalistes.

7. Le CDMSI décide de nommer Mme Malgorzata Pek (Pologne) et Mme Christina Lamprou (Grèce) rapporteurs pour la préparation du point sur la mise en œuvre des normes sur la sécurité des journalistes pour la prochaine réunion du CDMSI. En particulier, elles réviseront le questionnaire qui sera envoyé au Bureau puis au CDMSI avant le 22 janvier 2015.

#### **5. Médias**

8. Le CDMSI prend note de l'information apportée par le secrétariat sur l'avancement des travaux du Comité d'experts sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et des autres acteurs des médias (MSI-JO). Il discute, tient un échange de vues et donne des conseils particuliers concernant un projet préliminaire de recommandation sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et des autres acteurs des médias, en particulier sur le style et le format du texte qui devra être modifié et aligné sur les normes du CDMSI. La Présidente invite les délégations à soumettre leurs commentaires au secrétariat avant le 22 décembre 2014. Le CDMSI demande au MSI-JO de préparer un projet révisé pour sa prochaine réunion.

9. Le secrétariat informe le CDMSI de la mise en œuvre de la Recommandation CM(2013)1 sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les médias, notamment par une compilation de bonnes pratiques dans les États membres et à la préparation d'un manuel qui a été élaboré avec les collègues de la DGII responsables de la division égalité.

#### **6. Société de l'information et gouvernance de l'Internet**

10. Le CDMSI prend note de l'information sur l'avancement des travaux du Comité d'experts sur la circulation transfrontière d'internet et la liberté d'internet (MSI-INT) apportée par son président et le secrétariat

##### *Activités normatives*

11. Le CDMSI prend note de l'avancement des travaux et du processus suivi sur le Projet de Recommandation CM/Rec(2014)\_\_\_du Comité des Ministres aux États membres sur la protection et la promotion du droit à la liberté d'expression et du droit à la vie privée en lien avec la neutralité du réseau. Lors de sa sixième réunion (20-23 mai 2014), le CDMSI a convenu d'approuver le projet de recommandation sous réserve qu'aucune objection au commentaire demandant des modifications ne soit formulée avant le 23 juin 2014. Certaines délégations ont soumis des propositions de modification dans les délais et une délégation s'est opposée au projet. Le Bureau a décidé de reporter le délai pour des commentaires au 11 juillet 2014 à la demande de certaines délégations.

12. Sur la base des commentaires reçus à cette date<sup>1</sup>, le Bureau a endossé une version révisée du projet de recommandation et a convenu de le transmettre au CDMSI pour

<sup>1</sup> CDMSI(2014)Misc2rev2 du 26 septembre 2014

commentaires avant le 19 septembre 2014. Il a ensuite considéré les commentaires soumis par les délégations lors de sa sixième réunion<sup>2</sup> (24–25 septembre 2014), accepté le projet de recommandation et encouragé le CDMSI à le finaliser lors de sa prochaine réunion plénière.

13. Pendant la réunion, le CDMSI discute en profondeur et travaille le texte sur la base des propositions de modifications soumises par les délégations, notamment par l'Estonie, la Suède et le Royaume-Uni. La Fédération de Russie exprime son désaccord sur l'utilisation de l'expression « orientation sexuelle ».

Le CDMSI s'accorde sur le projet de recommandation tel qu'il figure à l'annexe III. Dans l'absence d'objection soumise par les délégations au plus tard le 15 décembre 2014, le projet sera soumis au Comité des Ministres pour une possible adoption.<sup>3</sup>

#### *Comité d'experts sur la circulation transfrontière d'internet et la liberté d'internet (MSI-INT)*

14. Le CDMSI prend note du travail sur le Projet de recommandation CM/Rec(2014)\_\_\_ du Comité des Ministres aux Etats membres sur la libre circulation transfrontière des informations sur l'internet tel que proposé et finalisé par le MSI-INT. Le Bureau a revu ce projet lors de sa 6è. réunion et il y a introduit des modifications. Le CDMSI discute et révisé le texte. La Fédération de Russie exprime son désaccord sur l'utilisation de l'expression « orientation sexuelle ». Le CDMSI décide que, en l'absence d'objection soumise par les délégations au plus tard le 15 décembre 2014, le projet de recommandation (annexe IV) sera soumis au Comité des Ministres pour une possible adoption.<sup>4</sup>

15. Le CDMSI prend note de l'information fournie par le président du MSI-INT, M. Oliver Chenck, et par le secrétariat sur les éléments d'un projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la liberté d'Internet. Le MSI-INT a convenu d'un projet préliminaire de recommandation visant à encourager les Etats membres à mettre en œuvre les normes concernant les droits de l'homme en ligne et comprenant une liste d'indicateurs pour la liberté d'Internet. Le CDMSI félicite le comité d'experts et le secrétariat pour l'excellent travail effectué et exprime son soutien à l'approche suivie par le MSI-INT. Tout en soutenant cette approche, la délégation de la Fédération de Russie déclare que les critères portant sur la liberté des médias doivent être davantage éclaircis. La Bulgarie propose que le projet de recommandation soit soumis à EuroDIG 2015. La Présidente invite les délégations à formuler des commentaires sur la version préliminaire de recommandation au plus tard le 22 décembre 2014.

16. Le secrétariat informe le CDMSI sur des éléments de discussion pour un rapport sur la liberté de réunion, d'expression et d'accès aux contenus sur Internet et sur des propositions d'actions futures, préparés par le secrétariat à la demande du MSI-INT afin d'examiner un cadre juridique pour la liberté de réunion et la liberté d'expression. La Présidente invite les délégations à formuler leurs observations au plus tard le 22 décembre 2014

17. Le CDMSI désigne M. Vlasios Doumptotis (Grèce) nouveau membre du MSI-INT à la suite du départ de M. Johan Hallenborg (Suède) appelé à d'autres fonctions.

#### *Stratégie pour la gouvernance d'Internet*

18. Le CDMSI prend note de l'information apportée par le secrétariat et discute de l'état de mise en œuvre de la stratégie 2012-2015 pour la gouvernance d'Internet, mise à jour après 2013. Ce thème est une priorité pour le Secrétaire Général et un sujet d'intérêt pour la Commission Européenne. Le CDMSI convient que les délégations enverraient des

<sup>2</sup> CDMSI(2014)Misc2 rev 2 du 26 septembre 2014

<sup>3</sup> Concernant les points 1 et 2 et le terme « orientation sexuelle » utilisé dans les principes généraux des deux recommandations, pendant la réunion la Fédération de Russie a déclaré que la clause générale sur la non-discrimination couvre déjà ce motif éventuel de discrimination et étant donné l'absence de toute définition explicite ou de disposition relative à tel groupe ou telles personnes bénéficiaires de droits distincts dans le droit international des droits de l'homme, ces termes ne devraient pas apparaître dans les recommandations

<sup>4</sup> ibid

commentaires avant le 22 décembre 2014 au secrétariat. Il prend également note de l'information apportée par le secrétariat sur les éléments d'une nouvelle stratégie 2016-2019, il les discute et décide que les délégations pourront également envoyer leurs commentaires avant le 22 décembre 2014. Un premier projet de stratégie 2016-2019 sera préparé par le secrétariat et devrait être discuté lors de la prochaine réunion du Bureau du CDMSI.

#### *Activités de coopération et de diffusion*

19. Le CDMSI prend note de l'information apportée par la délégation bulgare au sujet d'EuroDIG 2015 qui aura lieu les 4 et 5 juin 2015 à Sofia. Il invite ses membres à y participer et à faire des propositions d'ateliers. La délégation bulgare coordonnera les contributions.

20. En ce qui concerne le rapport d'expert commandé par le Conseil de L'Europe «Procédures et politiques de l'ICANN à la lumière des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des valeurs démocratiques», le CDMSI écoute une présentation faite par le secrétariat et note que le comité consultatif gouvernemental de l'ICANN a discuté ce rapport qui a constitué la base de discussions inter communautés. Le CDMSI décide qu'un comité de rédaction devrait être créé pour préparer une éventuelle déclaration du Conseil de l'Europe basée sur le rapport en vue de faire avancer les futures discussions de l'ICANN sur la mise en œuvre des recommandations qu'il contient.

21. Le CDMSI prend note de l'information apportée par le secrétariat et certains de ses membres sur NETMundial : réunion multiparties prenantes mondiale sur l'avenir de la gouvernance d'Internet (Sao Paolo, 23-24 avril 2014), sur le processus de révision du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) + 10 et sur la Commission mondiale pour la gouvernance de l'Internet. Le CDMSI tient un échange de vues sur la manière de promouvoir les valeurs européennes mondialement, en particulier dans le contexte du SMSI + 10 des Nations unies, du FGI et de l'ICANN sur la base de la stratégie du Conseil de l'Europe pour la gouvernance d'Internet. Dans ce contexte, dans le cadre de son mandat actuel, il décide de préparer un ou plusieurs projet(s) de déclaration sur ces questions pour une possible adoption par le Comité des Ministres.

## **7. Activités de coopération**

22. Le secrétariat informe le CDMSI sur les projets terminés et en cours dans les domaines des médias et de la gouvernance de l'Internet, en particulier la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2014)6 du Comité des Ministres aux États membres sur un Guide des droits de l'homme pour les utilisateurs d'Internet.

## **8. Protection des données**

23. Le CDMSI prend note de l'information apportée par M. Jean-Philippe Walter, président du T-PD, et par le secrétariat sur le projet de Recommandation CM/Rec(2014)\_\_\_ du Comité des Ministres aux États membres sur le traitement des données à caractère personnel dans le cadre de l'emploi (annexe V), proposé par le Comité consultatif de la Convention STE n°108 du Conseil de l'Europe pour la protection des individus à l'égard du traitement automatique des données à caractère personnel (T-PD). Ce projet est une révision d'un texte existant sur le même sujet, adopté en 1989, et prend en compte l'utilisation croissante des technologies de l'information dans le contexte de l'emploi et la nécessité de protéger la dignité et les droits de l'homme des employés contre un contrôle de leurs activités. L'exposé des motifs préparé par le secrétariat explique la progression du travail et inclura les commentaires de la délégation de la Fédération de Russie sur le stockage des données à caractère personnel. Le CDMSI convient de certaines modifications au projet et décide de le soumettre au Comité des Ministres pour adoption. Le président du T-PD et le secrétariat informent également le comité du programme de travail du T-PD pour 2015 qui sera principalement concentré sur des sujets tels que des lignes directrices pour la police, des données à caractère médical et les méga données (big data) ; il donnent également des informations sur la dernière réunion du Comité ad hoc sur la protection des données (CAHDATA), tenue du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 1914, et chargée d'adopter un protocole d'amendement de la Convention 108.

## **9. Information sur les travaux d'autres organisations et d'autres organes du Conseil de l'Europe**

24. Le CDMSI prend note d'une information sur la Recommandation 364(2014) « Le rôle des médias régionaux dans la construction d'une démocratie participative », adoptée par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux. Il décide que le secrétariat préparera un projet de réponse sur la base de commentaires écrits qui devront être envoyés par les délégations avant le 1<sup>er</sup> décembre 2014. Le projet de réponse sera examiné par le Bureau puis par le Comité par voie électronique.

## **10. Questions financières et administratives**

25. Mr. Jan Kleijssen, Directeur de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, informe le CDMSI de la décision du Comité des Ministres pour un budget à croissance nominale zéro pour 2015 et de la nécessité d'établir des priorités pour ses activités.

26. Il porte également deux décisions administratives à la connaissance du CDMSI : M. Jan Malinowski a été nommé nouveau Secrétaire exécutif du Groupe Pompidou et M. Patrick Penninckx, Chef du Service de la société de l'information, les deux à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2014. M. Kleijssen remercie M. Malinowski pour le travail accompli pour le comité et accueille M. Penninckx qui se présente au CDMSI. Ce dernier exprime sa profonde appréciation de la grande contribution de M. Malinowski à faire progresser les droits de l'homme dans la société de l'information ainsi que l'expertise du Conseil de l'Europe dans ce domaine au niveau régional et mondial. Il lui souhaite bonne chance dans son futur travail. Le CDMSI accueille le nouveau chef de Service de la société de l'information, Patrick Penninckx.

## **11. Priorités des travaux du CDMSI et méthodes de travail**

27. Afin de pouvoir remplir son mandat, le CDMSI décide, sur la base de la résolution CM/Res(2011)24, de créer cinq comités de rédaction sur : le pluralisme des médias et la transparence de la propriété des médias, les dimensions d'égalité des sexes dans la couverture des campagnes électorales, journalisme professionnel et éthique et discours de haine, les médias de service public, les mesures de surveillance. Le Bureau fera des propositions sur la portée du travail, les objectifs et les calendriers de ces comités de rédaction sur la base d'informations apportées par le secrétariat avant le 15 janvier 2015. Ces comités devraient être opérationnels à partir de mi-janvier. La participation étant restreinte aux membres du CDMSI, les experts externes ne pourront pas y participer.

## **12. Autres questions**

28. En ce qui concerne les demandes pour un statut d'observateur, le CDMSI décide d'admettre l'Internet Watch Foundation comme observateur. En revanche, rappelant les critères qu'il a appliqués par le passé, en particulier en matière de représentation européenne, le comité n'accorde pas à l'International Press club de Prague le statut d'observateur. Par ailleurs, il prend note des candidatures pour un statut d'observateur émanant de la Coalition pour les droits et les principes Internet (Internet Rights and Principals Coalition) et de la Plateforme européenne des médias et décide d'inviter ces deux organisations à présenter leur demande lors de sa prochaine réunion.

## **13. Élection à la présidence et à la vice-présidence**

29. Le CDMSI élit Mme Maja Rakovic (Serbie) présidente pour un deuxième mandat se terminant le 31 décembre 2015 et Mme Elfa Ýr Gylfadóttir vice-présidente pour un premier mandat se terminant le 31 décembre 2015. Toutes deux sont élues avec une large majorité

## **14. Adoption du rapport abrégé**

30. Constatant l'absence de quorum, le CDMSI finalise le rapport abrégé de la réunion et décide qu'en absence de réactions d'ici au 24 novembre 2014, il sera considéré comme adopté par la réunion plénière.

## Annexe I

28/10/2014  
**7e réunion**  
**18 – 21 novembre 2014**

**CDMSI(2014)OJ2rev3**

(Strasbourg, Bâtiment Agora, Salle G03)

## Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour

Notes et actions attendues	Adopter l'ordre du jour et l'ordre des travaux.
----------------------------	---

### 3. Information par la Présidente et le Secrétariat

#### 3.1 Action du Conseil de l'Europe pour renforcer la protection de la liberté d'expression

<u>Documents</u>	
<a href="#">SG/Inf(2014)2</a>	<i>Mise en place d'une Plateforme pour la liberté d'expression dans le but de promouvoir la protection du journalisme et la sécurité des journalistes - Propositions du Secrétaire Général au Comité des Ministres</i>
<a href="#">SG/Inf (2014)37</a>	<i>Plateforme en ligne visant à renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes</i>
<u>Rapport</u>	<i><a href="#">Table ronde sur la sécurité des journalistes</a> – De l'engagement à l'action, 19 mai 2014 – Strasbourg</i>
<a href="#">SG(2014)1-FINALE</a>	<i>Rapport du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe 'Etat de la démocratie, des droits de l'homme, et de l'Etat de droit en Europe'</i>
	<i>Information sur une étude comparative sur les législations et les pratiques en matière de filtrage, blocage et démontage du contenu illégal sur l'Internet dans tous les 47 pays membres</i>
	<i>Document de discussion du Commissaire aux droits de l'homme sur l'Etat de droit sur l'Internet et dans le plus vaste monde numérique (soumis à publication, prévue pour septembre)</i>
	<i>Note conceptuelle de l'UNESCO : projet de recherche sur la sécurité des journalistes comme indicateur potentiel de l'Etat du droit de la démocratie et du développement</i>
<u>Ordre du jour</u>	<i><a href="#">Séminaire</a> et Dialogue Inter-régional sur la protection des journalistes (Strasbourg, 3 novembre 2014)</i>
<u>Siteweb</u>	<i>Troisième réunion inter-agences sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité (Strasbourg 4 novembre 2014)</i>

Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat et discuter.
----------------------------	---

### 3.2 Droits de l'homme pour les utilisateurs d'Internet

<u>Documents</u>	
<a href="#">CM/Rec(2014)6</a>	Recommandation CM/Rec(2014)6 du Comité des Ministres aux Etats membres sur un Guide des droits de l'homme pour les utilisateurs d'Internet
<a href="#">Siteweb</a>	Droits de l'homme pour les utilisateurs d'internet
<a href="#">CDMSI(2014)Misc7</a>	Rapport d'étape - Mise en œuvre de la Recommandation du CM sur un Guide des droits de l'homme pour les utilisateurs d'internet
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat.

### 4. Suivi de la mise en oeuvre des normes adoptées par le Conseil de l'Europe dans les Etats membres à l'égard des médias et de la société de l'information

<u>Documents</u>	
<a href="#">CDMSI(2014)006</a>	Mise en œuvre des normes adoptées
<a href="#">CDMSI(2014)012</a>	Liste des normes adoptées par le CM relatives à la sécurité des journalistes
<a href="#">CDMSI(2014)Misc6rev</a>	Questions pour les membres du CDMSI sur la mise en œuvre des <a href="#">lignes directrices du CM</a> sur l'élimination de l'impunité pour des violations graves des droits de l'homme, dans le contexte de la sécurité des journalistes (30 mars 2011)
<a href="#">CM/Del/Dec(2012)1131</a>	Débat thématique : « Liberté des médias »
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat et discuter le questionnaire soumis par le Bureau selon une proposition du Secrétariat. Nomination d'un rapporteur thématique sur le sujet de la sécurité des journalistes.

### 5. Médias

#### Activités normatives

#### 5.1. Comité d'experts sur la protection du journalisme et sur la sécurité des journalistes (MSI-JO)

<u>Documents</u>	
<a href="#">Mandate</a>	Mandat du MSI-JO
<a href="#">MSI-JO(2014)01</a>	Agenda de la 2ème réunion du MSI-JO (6-7 octobre 2014)
<a href="#">MSI-JO(2014)08</a>	Rapport de la 2ère réunion du MSI-JO (6-7 octobre 2014)
<a href="#">MSI-JO(2014)09rev</a>	Projet préliminaire de Recommandation MSI-JO sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes

<a href="#">A/HRC/27/L.7</a>	<i>Nations Unies: 27/... Sécurité des journalistes</i>
	<i>MSI-JO projet préliminaire de recommandation préparé par Tarlach McGonagle, Rapporteur MSI-JO</i>
<a href="#">MSI-JO(2014)Misc1</a>	<i>Déclaration de la Fédération de Russie sur un projet de recommandation sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes</i>
<a href="#">MSI-JO(2014)04</a>	<i>Proposition pour un recueil de bonnes pratiques, document d'information (préparé par le Secrétariat)</i>
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat et discuter le projet préliminaire de Recommandation sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes en vue de donner des conseils au MSI-JO.

## 5.2 Discours de Haine

<u>Documents</u>	
<a href="#">Campagne</a>	<i>Campagne Non au Discours de Haine</i>
<a href="#">DDCP-YD/CHS (2014)2rev</a>	<i>Projet d'objectifs stratégiques sur le Discours de Haine (anglais uniquement)</i>
	<i>Présentation au CDMSI par les jeunes militants et par Mme Bridget O'Loughlin, Coordinatrice de la Campagne du Mouvement contre le Discours de Haine.</i>
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat et discuter la possibilité d'un suivi.

## 5.3 Médias et égalité entre les femmes et les hommes

<u>Documents</u>	
<a href="#">CM/Rec(2013)01</a>	<i>Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur les médias et l'égalité entre les femmes et les hommes</i>
<a href="#">GEC(2014)14</a>	<i>« Toolkit » sur la mise en application de la Recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe CM/Rec (2013) 1 sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les médias</i>
<a href="#">CM(2013)136final</a>	<i>Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2014-2017</i>
<a href="#">Rapport</a>	<i>Forum mondial UNESCO sur les Médias et l'égalité entre les femmes et les hommes – Rapport de Margaret Gallagher (anglais uniquement)</i>  <i><a href="#">Médias et égalité entre les hommes et les femmes</a> au niveau national – <a href="#">Recueil de bonnes pratiques</a> dans les Etats membres (anglais uniquement)</i>
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat et discuter la création éventuelle d'un groupe de travail sur les medias et l'égalité entre les hommes et les femmes.

## 5.4 **Transparence de la propriété des médias**

<u>Documents</u>	
<a href="#">Résolution 2</a>	<i>Résolution de Belgrade sur la Préservation du rôle essentiel des médias dans l'ère</i>
<a href="#">10 recommandations</a>	<i>Dix recommandations sur la transparence de la propriété des médias, document Access Info</i>
<a href="#">Conférence</a>	<i>Conférence sur la transparence de la propriété des médias – Bruxelles, 24 septembre 2013 (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Présentation</a>	<i>Présentation de Fiona Harrisson (Access Info) (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Programme</a>	<i>Conférence Régionale sur la Transparence de la propriété des médias et la prévention de la concentration des médias, 25-26 septembre 2014, Skopje (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Programme</a>	<i>Agenda numérique pour l'Europe (Nouvelle réunion)- Echange de bonnes pratiques sur la transparence de la propriété des médias, Bruxelles, 3 octobre 2014 (anglais uniquement)</i>
<a href="#">AS/Cult/Inf(2014)04</a>	<i>Commission APCE de la Culture, de la Science, de l'Éducation et des Médias, Rapport de fond: L'insupportable légèreté de la transparence de la propriété des médias, Peggy Valcke (Expert, professeur de droit, Université de Leuven) 24 septembre 2014</i>
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat, notamment du rapport d'expert préparé par l'APCE. Discuter l'éventuelle création d'un groupe de travail sur le thème de la transparence de la propriété des médias.

## 5.5 **Médias de service publique**

<u>Documents</u>	
<a href="#">Déclaration</a>	<i>Déclaration du Comité des Ministres sur la Gouvernance des médias de service publique</i>
<a href="#">CM/Rec(2012)1</a>	<i>Recommandation CM/Rec(2012)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la gouvernance des médias de service publique</i>
<a href="#">Résolution 2</a>	<i>Résolution de Belgrade sur la préservation du rôle essentiel des médias dans l'ère numérique</i>
Notes et actions attendues	Discuter une éventuelle action à l'égard des questions relatives aux médias de service publique

## 6. **Société de l'information et gouvernance de l'Internet**

### **Activités normatives**

#### **6.1. Neutralité du réseau**

<u>Documents</u>	
<a href="#">CDMSI(2014)005Rev7</a>	<i>Projet de Recommandation CM/Rec(2014)___du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection et la promotion du droit à la liberté d'expression et du droit à la vie privée en ce qui concerne la neutralité du réseau</i>
<a href="#">CDMSI(2014)Misc2rev2</a> <a href="#">CDMSI(2014)Misc2rev2</a> <a href="#">addendum</a>	<i>Recueil de commentaires des membres du CDMSI</i>
Notes et actions attendues	Discussion et approbation du projet de Recommandation CM/Rec(2014) du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection et la promotion du droit à la liberté d'expression et du droit à la vie privée en ce qui concerne la neutralité du réseau en vue de la transmission au Comité des Ministres pour une éventuelle adoption.

## **6.2 Comité d'experts sur la circulation transfrontière de l'Internet et la liberté d'Internet (MSI-INT)**

<u>Documents</u>	
<a href="#">MSI-INT(2014)10</a>	<i>Rapport de la 2è réunion du MSI-INT (3-4 juillet 2014)</i>
<a href="#">MSI-INT(2014)06rev3</a>	<i>Projet de recommandation CM/Rec(2014)___ du Comité des Ministres aux Etats membres sur la libre circulation transfrontière d'information sur l' Internet</i>
<a href="#">MSI-INT(2014)13</a>	<i>Eléments pour un projet de Recommandation CM/Rec ...du Comité des Ministres aux Etats membres sur la liberté de l'Internet</i>
<a href="#">MSI-INT(2014)08</a>	<i>Rapport sur la liberté de réunion, la liberté d'expression et l'accès au contenu sur internet et propositions d'actions à entreprendre pour les promouvoir – Eléments de discussion pour une structure – proposition préparée par le Secrétariat</i>
CDMSI(2014)017	<i>Document d'information sur les candidates pour MSI-INT (version papier uniquement)</i>
<a href="#">Résolution 1</a>	<i>Résolution de Belgrade sur la liberté de l'Internet</i>
Notes et actions attendues	Discuter et approuver le projet de recommandation CM/Rec (2014) du Comité des Ministres aux Etats membres sur la libre circulation transfrontière d'information sur l'Internet en vue de la transmission au Comité des Ministres pour une éventuelle adoption. Prendre note des informations apportées par le Secrétariat et par le Président du MSI-INT sur l'état d'avancement en ce qui concerne le projet de recommandation sur la liberté de l' Internet ainsi que le rapport sur la liberté de réunion, d'expression et de l'accès au contenu sur l'Internet et discuter. Designier un membre du MSI-INT.

## **6.3 Stratégie du Conseil de l'Europe sur la gouvernance de l'Internet 2012-2015 et nouvelle Stratégie sur la Gouvernance de l'Internet 2016-2019**

<u>Documents</u>	
------------------	--

CDMSI(2014)16	<i>Oversight of the Internet Governance Strategy 2012-2015 (anglais uniquement)</i>
CDMSI(2014)Misc4rev	<i>Eléments de discussion pour la Stratégie de la gouvernance de l'Internet (2016-2019)</i>
<a href="#">Website</a>	<i>Forum mondial de la Démocratie 2014 (Strasbourg, 3-9 novembre 2014)</i>
Notes et actions attendues	Considérer le rapport sur la Stratégie sur la gouvernance de l'Internet 2012-2015. Discuter les commentaires sur les éléments pour la Stratégie sur la gouvernance de l'Internet 2016-2019 et sa mise en œuvre.

### **Activités de coopération de diffusion**

#### **6.4 Dialogue européen sur la gouvernance de l'Internet (EuroDIG – 12-13 juin 2014, Berlin) et Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI, Istanbul, 2-5 septembre 2014)**

<u>Documents</u>	
<a href="#">Programme EuroDIG</a>	<i>EuroDIG 2014 (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Messages</a>	<i>Messages EuroDIG de Berlin (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Document de programme FGI</a>	<i>FGI 2014 (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Resumé</a>	<i>FGI 2014 Résumé du Président (anglais uniquement)</i>
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat

#### **6.5 ICANN**

<u>Documents</u>	
<a href="#">DGI(2014)12</a>	<i>Rapport d'experts du Conseil de l'Europe: procédures et politiques de l'ICANN en matière de droits de l'homme, des libertés fondamentales et des valeurs démocratiques (anglais uniquement)</i>
<a href="#">CDMSI(2014)Misc3</a>	<i>Commentaires reçus sur le rapport d'experts du Conseil de l'Europe sur les procédures et les politiques de l'ICANN dans la matière des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des valeurs démocratiques (anglais uniquement)</i>
Notes et actions attendues	Discuter brièvement du Rapport d'experts sur les procédures et les politiques de l'ICANN en matière de droits de l'homme, des libertés fondamentales et des valeurs démocratiques.

#### **6.6 Autres activités**

<u>Documents</u>	
------------------	--

<a href="#">NETmundial Déclaration multipartite</a>	<i>NETMundial: Réunion globale multipartite sur l'avenir de la gouvernance de l'Internet (São Paulo, 23-24 avril 2014) (anglais uniquement)</i>
<a href="#">WSIS + 10 Processus de consultation ouvert</a>	<i>Sommet mondial sur la Société de l'Information (WSIS) +10 Processus de révision (en anglais uniquement)</i>
<a href="#">GCIC</a>	<i>Commission globale sur la gouvernance de l'Internet (anglais uniquement)</i>
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat et considérer un éventuel suivi de discussion.

## 7. Activités de coopération

<u>Documents</u>	
<a href="#">MEDIA.COOP(2014)04</a>	<i>Activités prévues et en cours dans les secteurs des médias (anglais uniquement)</i>
<a href="#">MEDIA.COOP(2014)02</a>	<i>Activités en cours dans le secteur de l'Internet (anglais uniquement)</i>
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat et de l'état d'avancement.

## 8. Protection des données

### Activités

<u>Documents</u>	
<a href="#">T-PD (2014) WP rev</a>	<i>Programme de travail du T-PD pour 2014-2015</i>
<a href="#">T-PD(2014)RAP31Abr rev</a>	<i>Rapport abrégée de la 31<sup>e</sup> réunion du T-PD (2-4 juin 2014)</i>
<a href="#">T-PD(2014)08</a>	<i>Projet de recommandation T-PD sur le traitement des données personnelles dans le contexte de l'emploi (Présentation du Président du T-PD à la plénière du CDMSI)</i>
Exposé des motifs	<i>Recommandation CM/REC(2014)... du Comité des Ministres aux Etats membres sur le traitement des données à caractère personnel dans le cadre de l'emploi</i>
<a href="#">T-PD(2014)09</a>	<i>Révision de la Recommandation (89) 2 sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins d'emploi Note du Secrétariat</i>
<a href="#">ToR CAHDATA</a>	<i>Mandat du Comité ad hoc sur la protection des données (CAHDATA)</i>
CAHDATA(2014)3	<i>Document de travail – Convention 108 avec le Protocole additionnel et les Propositions de modernisation</i>
<a href="#">CAHDATA (2014)RAP02Abr</a>	<i>Rapport abrégée de la 2<sup>e</sup> réunion (28-30 avril 2014)</i>

Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat et de l'état d'avancement. Examiner le text du projet de recommandation du T-PD sur le traitement des données personnelles dans le contexte de l'emploi en vue de son approbation et de sa transmission au Comité des Ministres pour une éventuelle adoption.
----------------------------	--

## 9. Information relatives aux travaux d'autres organisations et organes du Conseil de l'Europe

### 9.1 Participation du CDMSI à des événements et des réunions

<u>Documents</u>	
<a href="#">Ordre du jour</a>	<i>Projet Léonard de Vinci Nouvelle éducation aux médias – Séminaire (Bratislava, 29-30 mai 2014) (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Ordre du jour</a>	<i>Jour de discussion générale « Médias numériques et droits des enfants », tenue le 12 septembre à Genève (anglais uniquement)</i>
	<i>Événement parallèle de l'UE su la Liberté d'expression en ligne, Varsovie, 22 septembre 2014</i>
<a href="#">Ordre du jour</a>	<i>EPRA Tbilissi, 8-10 octobre 2014 (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Ordre du jour</a>	<i>Conférence sur "Créneaux orbitaux et utilisation du spectre à l'ère des interférences" organisée par l'Institut Français pour les Relations Internationales (IFRI), Bruxelles, 9 octobre 2014 (anglais uniquement)</i>
	<i>Audition sur Les enfants à l'ère numérique, Strasbourg, 14 novembre 2014</i>
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Bureau.

### 9.2 Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

<u>Documents</u>	
<a href="#">CDMSI(2014)009rev</a>	<i>Commentaires du CDMSI sur la Recommandation APCE 2041(2014) Améliore la protection et la sécurité des utilisateurs dans le cyberspace</i>
<a href="#">AS/Inf(2014)14</a>	<i>Liste de documents en préparation à l'APCE Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias</i>
<a href="#">CM/AS(2014)Rec2036</a>	<i>Réponse du Comité des Ministres à la recommandation de l'Assemblée parlementaire 2034 (2014) « Révision de la Convention européenne sur la télévision transfrontière »</i>
Notes et actions attendues	Prendre note des informations apportées par le Secrétariat

## 10. Questions budgétaires et administratives

## 11. Priorité des travaux du CDMSI et méthodes de travail

<u>Documents</u>	
------------------	--

<a href="#">Déclaration politique de Belgrade et résolutions</a>	<i>Conférence des Ministres responsables pour les médias et la société de l'information du Conseil de l'Europe - Liberté d'expression et démocratie à l'ère numérique- Opportunités, Droits, Responsabilités. Déclaration politique adoptée et résolutions</i>
<a href="#">CM(2013)162</a>	<i>Conférence des Ministres responsables pour les médias et la société de l'information du Conseil de l'Europe (Belgrade, 7-8 novembre 2013) - Rapport du Secrétaire General</i>
<a href="#">CM décisions</a>	<i>Conférence des Ministres responsables pour les médias et la société de l'information du Conseil de l'Europe (Belgrade, 7-8 novembre 2013) - Décisions du Comité des Ministres</i>
<a href="#">CDMSI(2014)011</a>	<i>Priorités du CDMSI, document d'information (anglais uniquement)</i>
Notes et actions attendues	Discuter de sujets éventuels pour les auditions. Discuter et trouver un accord sur la création de groupes de travail informels sur les thèmes suivants: journalisme professionnel et éthique ; dimension de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la couverture médiatique des campagnes électorales. Considérer la possibilité de la création de groupes de travail informels sur les thèmes de la surveillance, des médias de service public et du discours de haine.

## 12. Questions diverses

### 12.1 Demande du statut d'observateur de l'Internet Watch Foundation

<a href="#">Documents</a>	
<a href="#">Lettre</a>	<i>Lettre de candidature (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Memo IWF</a>	<i>Mémorandum de l'Association de l'Internet Watch Foundation (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Accord de niveau de service entre les associations ACPO/IWF</a>	<i>Accord de niveau de service (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Rapport annuel 2013</a>	<i>Rapport annuel IWF (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Audit droits de l'homme (2014)</a>	<i>Audit 2014 (anglais uniquement)</i>
<a href="#">Lettre</a>	Information complémentaire concernant la candidature du IWF au statut d'observateur (anglais uniquement)
Notes et actions attendues	Discuter dans le but d'arriver à une conclusion sur cette candidature.

### 12.2 Demande du statut d'observateur du Press Club de Prague

<a href="#">Documents</a>	
---------------------------	--

<a href="#">Lettre</a>	<i>Lettre de candidature (anglais uniquement)</i>
Notes et actions attendues	Discuter dans le but d'arriver à une conclusion sur cette candidature.

### **13. Elections du président et du vice-président**

<i>Documents</i>	
<a href="#">CDMSI(2014)Misc9</a>	<i>Elections du président et du vice-président</i>

### **14. Questions diverses**

### **15. Adoption du rapport abrégé**

## Annexe II

### LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

Total number of participants/ *nombre total de participants* : 71  
 Gender distribution – 44 men (62%) / 27 women (38%)  
*Parité hommes / femmes - 44 hommes (62%) / 27 femmes (38%)*

#### **ALBANIA/ALBANIE**

Mr/M. Glevin Dervishi  
 Albanian Ministry of Foreign Affairs / *Ministère des affaires étrangères d'Albanie*

#### **AUSTRIA/AUTRICHE**

Mr/M. Matthias Traimer  
 Federal Chancellery, Head of Department, Media Affairs and Information Society, Federal Chancellery,  
 Constitutional Service  
*Chancellerie fédérale, Chef de service, Média et Société de l'Information, service constitutionnel de la  
 Chancellerie fédérale*

#### **AZERBAIJAN**

Ms/Mme. Jeyran Amiraslanova  
 Chief Advisor for Public and Political Issues, Office of the President of the Republic of Azerbaijan  
*Conseiller en chef pour les questions publiques et politiques, Bureau du Président de la République  
 d'Azerbaïdjan*

#### **BELGIUM/BELGIQUE**

Apologised / *Excusé*

#### **BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZEGOVINE**

Mr/M. Emir Povlakic  
 Head of Division for Licensing, Digitalization and Coordination in Broadcasting, Communications  
 Regulatory Authority  
*Chef de division, Licences, numérisation et coordination, Autorité de régulation des communications et de  
 la radiodiffusion*

#### **BULGARIA/BULGARIE**

Ms/Mme. Bissera Zankova, Media Expert – Consultant / *Consultante, expert en médias*  
 Ministry of Transport, IT and Communications / *Ministère des transports, des technologies de  
 l'information et des communications*

#### **CROATIA/CROATIE**

Mr Milan F. Zivkovic  
 Head Advisor for Communication Policy, Ministry of Culture  
*Conseiller en chef pour les politiques de communication, Ministère de la culture*

Ms/Mme. Vesna Roller

The Council for Electronic Media / *Conseil pour les médias électroniques*

#### **CYPRUS/CHYPRE**

Ms/Mme. Eleonora Gavrielides  
 Ministry of Interior / *Ministère de l'intérieur*

#### **CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE**

Mr Artuš Rejent  
 Media and Audio-Visual Department, Ministry of Culture / *Service médias et audio-visuel, Ministère de la  
 culture*

#### **DENMARK/DANEMARK**

Ms/Mme. Katja Just Maarbjerg (19th–21/11/2014)  
 Ministry of Culture / *Ministère de la culture*

#### **ESTONIA/ESTONIE**

Mr/M. Indrek Ibrus

Senior specialist of audiovisual affairs, Estonian Ministry of Culture  
Spécialiste des affaires audio-visuelles, *Ministère de la culture d'Estonie*

#### **FINLAND/FINLANDE**

Commercial Secretary, Information Society and ICT, Ministry for Foreign Affairs  
*Secrétaire commercial, Société et technologies de l'information, Ministère des affaires étrangères*

#### **FRANCE**

Ms/Mme. Joanna Chansel  
Ministry of Culture and Communications / *Ministère de la culture et de la communication*

Mr/M. Julien Plubel  
Ministry for Foreign Affairs, Directorate for cultural, university and research co-operation, External audio-visual department / *Ministère des Affaires étrangères, Direction de la coopération culturelle, universitaire et de la recherche, Pôle de l'audiovisuel extérieur*

#### **GEORGIA/GEORGIE**

Ms/Mme. Irine Bartaia  
Deputy Director, Department of International Law, Ministry of Foreign Affairs  
*Directeur adjoint, service des législations internationales, Ministère des Affaires étrangères*

#### **GERMANY/ALLEMAGNE**

Mr/M. Oliver Schenk (18-19/11/2014)  
Division K 31, International Media Co-operation, Federal Government Commissioner for Culture and the Media / *Division K 31, Coopération internationale pour les médias, Commissaire du gouvernement fédéral pour la culture et les médias*

Mr/M. Jan Wiegandt (20-21/11/2014)  
Vertretung des Landes Rheinland-Pfalz to the EU/ *Représentation de l'Etat de Rhénanie Palatinat auprès de l'UE*

Ms/Mme. Annick Kuhl  
EU Representation of the Free State of Bavaria to the EU / *Représentation de l'Etat libre de Bavière auprès de l'UE*

#### **GREECE/GRECE**

Ms/Mme. Christina Lamprou  
Head of the Department of Audiovisual Affairs, Directorate of Mass Media - General Secretariat of Information and Communication  
*Chef du service des affaires audio-visuelles, Direction des médias de masse – Secrétariat général de l'information et de la communication*

#### **HUNGARY/HONGRIE**

Mr/M. György Ocskó  
International Legal Adviser, National Media and Infocommunications Authority  
*Conseiller juridique international, Autorité nationale des médias et de l'info-communication*

Mr/M. János Auer  
Member of the Media Council of the National Media and Infocommunications Authority  
*Membre du Conseil pour les médias de l'Autorité nationale des médias et de l'info-communication*

#### **ICELAND/ISLANDE**

Ms/Mme Elfa Ýr Gylfadóttir  
Media Commission, Ministry of Education, Science and Culture  
*Commission des médias, Ministère de l'éducation, des sciences et de la culture*

#### **IRELAND/IRLANDE**

Mr/M. Éanna O'Conghaile  
Principal Officer, Broadcasting Policy Division, Department of Communications, Energy & Natural Resources  
*Officier principal, Division des politiques de radio-diffusion, Service de la communication, de l'énergie et des ressources naturelles*

Mr Richard Browne,

Department of Communications, Energy & Natural Resources / *Service de la communication, de l'énergie et des ressources naturelles*

**ITALY/ITALIE**

Mr/M. Pierluigi Mazzella

Director General, Agency for the right to university education, Professor of Information and Communication, University of Rome

*Directeur général, Agence pour les droits à l'éducation universitaire, Professeur en information et communication, Université de Rome*

**LATVIA/LETONIE**

Mr/M. Andris Mellakauls

Information Space Integration, Ministry of Culture / *Intégration de l'espace de l'information, Ministère de la culture*

**LITHUANIA/LITUANIE**

Ms/Mme. Vida Česnaitė

Department advisor, Ministry of culture, Information Society Development Division

*Conseiller, Ministère de la culture, Division du développement de la société de l'information*

**LIECHTENSTEIN**

Mr/M. Claudio Nardi,

Officer for Foreign Affairs / *Officier pour les affaires étrangères*

**MALTA/ MALTE**

Ms/Mme. Nancy Caruana,

Ministry for the Economy, investment and Small Business, Office of the Permanent Secretary

*Ministère de l'économie, de l'investissement et des petites entreprises, Bureau du secrétaire permanent*

**MONACO**

Mr/M. Serge Robillard,

Head of Division, Digital Communications Directorate / *Chef de Division, Direction des Communications Électroniques*

**MONTENEGRO**

Mr/M. Ranko Vujovic,

Executive Director, UNEM / *Directeur exécutif, UNEM*

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE MOLDAVE**

Ms/Mme. Ana Taban,

Head of Information and Media Outreach Office, Ministry of Foreign Affairs and European Integration

*Chef du bureau de l'information et du développement des médias, Ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne*

**THE NETHERLANDS/PAYS-BAS**

Ms/Mme. Pien van den Eijnden (18-20/11/2014)

Legal Adviser, Constitutional Affairs, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

*Conseiller juridique, Affaires constitutionnelles, Ministère de l'intérieur*

**NORWAY/NORVEGE**

Mr/M. Olav Guntvedt

Assistant Director General, Department of Media Policy and Copyright, Ministry of Culture

*Directeur général adjoint, Service des politiques des médias et du droits d'auteur, Ministère de la culture*

**POLAND/POLOGNE**

Ms/Mme. Małgorzata Pek

Deputy Director of Strategy Department, Office of the National Broadcasting Council

*Directrice adjointe du service de la stratégie, Conseil national de la radiodiffusion*

Mr/M. Maciej Gron

Director of the Department of Information Society, Ministry of Administration and Digitization

*Directeur du Service de la société de l'information, Ministère de l'administration et de la numérisation*

**PORTUGAL**

Mr/M. Pedro Ruivo

GMCS, Cabinet pour les Medias ("Gabinete para os Meios de Comunicação Social")

GMCS, Bureau des médias

**ROMANIA / ROUMANIE**

Ms/Mme. Delia Mucica,  
Ministry of Culture and National Heritage / *Ministère de la culture et du patrimoine*

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION RUSSIE**

Mr/M. Alexander Surikov  
Deputy Director, Department of Information and Press, Ministry of Communication  
*Directeur adjoint, Service de l'information et de la presse, Ministère de la communication*

**SERBIA/SERBIE**

Ms/Mme. Maja Rakovic,  
1st Adviser, Serbian Embassy in France / *1er conseiller, Ambassade de Serbie en France*

Ms/Mme. Maja Zaric,  
Adviser, Sector for International Relations, EU integration and projects, Ministry of Culture and Information  
*Conseiller, Seteur des relations internationales, de l'intégration dans l'UE et des projets, Ministère de la culture et de l'information*

**SLOVENIA/SLOVENIE**

Mr/M. Skender Adem  
Undersecretary, Ministry of Culture / *Sous-secrétaire, Ministère de la culture*

**SLOVAKIA/SLOVAQUIE**

Ms/M. Ivana Maláková,  
Head of Unit Media Law and Audiovisual Unit Media, Audiovisual and Copyright Department, Ministry of Culture  
*Chef d'unité, Unité législation des médias et de l'audiovisuel, Service de l'audiovisuel et du droit d'auteur, Ministère de la culture*

**SWEDEN**

Mr/M. Christoffer Lärkner  
Department of Culture / *Service de la culture*

**SWITZERLAND**

Mr/M. Thomas Schneider  
International Affairs, Federal Office of Communication, Federal Department for the environment, transport, energy and communication  
*Affaires internationales, Office fédéral de la communication, Service fédéral pour l'environnement, les transports, l'énergie et les communications*

Mr/M. Frédéric Riehl  
Head of International Affairs, Federal Office of Communication, Federal Department for the environment, transport, energy and communication  
*Chef des affaires internationales, Office fédéral de la communication, Service fédéral pour l'environnement, les transports, l'énergie et les communications*

**„Former Yugoslav Republic of Macedonia“/ „Ex république yougoslave de Macédoine“**

Ms/Mme. Vesna Poposka  
Head of International PR Department, Government of the Republic of Macedonia  
*Chef du service des relations publiques internationales, Gouvernement de la République de Macédoine,*

**TURKEY/TURQUIE**

Mr/M. Mehmet Bora Sönmez  
Media Expert, Radio and Television Supreme Council / *Expert des médias, Conseil supérieur de la radio et de la télévision*

Mr/M. Nurullah Öztürk,  
Member of the Supreme Council, Radio and Television Supreme Council / *Membre du Conseil supérieur de la radio et de la télévision*

**UKRAINE**

Ms/Mme. Olga Herasymiuk,  
First Deputy Chair of the National Council of Ukraine for Television and Radio Broadcasting

*Première vice-présidente du Conseil national d'Ukraine pour la télévision et la radio et télédiffusion*

Ms/Mme. Larysa Vasylenko

Head of International Relations Division of the National Television and Radio Broadcasting Council

*Chef de la division des relations internationales du Conseil national d'Ukraine pour la télévision et la radio et télédiffusion*

#### **UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI**

Mr/M. Mark Carvell

Media Team, Department for Culture, Media and Sport / *Equipe Médias, Service de la culture, des médias et des sports*

\* \* \*

#### **OBSERVERS/PARTICIPANTS**

##### **BELARUS**

Ms/Mme. Maria Vanshina

Deputy Head of Communication Department, Head of Press Service, Ministry of Foreign Affairs

*Chef adjoint du service de la communication, chef du service de presse, Ministère des affaires étrangères*

##### **BLACK SEA BROADCASTING REGULATORY AUTHORITIES FORUM (BRAf)**

Dr Hamit Ersoy

Secretary General / *Secrétaire général*

##### **EUROPEAN AUDIOVISUAL OBSERVATORY/OBSERVATOIRE EUROPEEN DE L'AUDIOVISUEL**

Ms/Mme. Nikoltchev Susanne,

Executive Director / *Directrice exécutive*

##### **EUROPEAN ASSOCIATION FOR VIEWERS INTERESTS (EAVI)**

Ms/Mme. Krstina Stoycheva

##### **EUROPEAN UNION/UNION EUROPEENNE**

Mr/M. Maciej Tomaszewski (20–21/11/2014)

Policy officer – international, DG Connect, Unit D1, European Commission

*Responsable des politiques – international, DG Connect, Unité D1, Commission Européenne*

##### **EUROPEAN BROADCASTING UNION (EBU) / [UNION EUROPEENNE DE RADIO-TELEVISION \(UER\)](#)**

Ms/Mme Anne-Catherine Berg,

Legal Adviser, Legal Department / *Conseiller juridique, Service juridique*

Mr/M. Giacomo Mazzone,

Head of Institutional Relations, Public Affairs & Communications / *Chef des relations institutionnelles, des affaires publiques et de la communication*

##### **EuroISPA**

Mr/M. Michael Rotert

Honorary Spokesman / *Porte-parole honoraire*

##### **ASSOCIATION OF EUROPEAN JOURNALISTS (AEJ) / MEDIA FREEDOM REPRESENTATIVE**

Mr/M William Horsley (18–20/11/2014)

Media Freedom Representative / *Représentant pour la liberté des médias*

##### **EUROPEAN NEWSPAPER PUBLISHERS ASSOCIATION (ENPA) / ASSOCIATION EUROPEENNE DES EDITEURS DE JOURNAUX**

Mr/M. Holger Rosedal,

Head of Legal Department / *Chef du service juridique*

##### **CONFERENCE OF INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr/M. Didier Schretter

Member of the Standing Committee, Vice-chair Education and Culture Committee

*Membre du comité permanent, vice-président du Comité de l'éducation et de la culture*

**COPEAM**

Ms/Mme. Alessandra Paradisi

**HOLY SEE / SAINT SIEGE**

Dr Michael Lukas

Episcopal Press Office / *Bureau de presse épiscopal*

**ICANN**

Mr/M. Nigel Hickson (20–21/11/2014)

VP, IGO Engagement / *Vice-président, Engagement IGO*

**ORGANIZATION FOR SECURITY AND COOPERATION IN EUROPE (OSCE)**

Dr. Juan (Joan) Barata Mir,

Principal Advisor, Representative on Freedom of Media

*Conseiller principal, Représentant pour la liberté des médias*

**CONSULTATIVE COMMITTEE OF THE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF INDIVIDUALS WITH REGARD TO AUTOMATIC PROCESSING OF PERSONAL DATA / COMITE CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES A L'EGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (T-PD)**

Mr/M. Jean-Philippe Walter, Chairman / *Président*

**MEXICO / MEXIQUE**

Mr/M. Diego Sandoval Pimentel

*Deputy Permanent Representative of Mexico to the Council of Europe / Adjoint à l'Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe*

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr/M. Rüdiger Dossow

Secretary of the Committee on Culture, Science and Education / *Secrétaire du Comité de la culture, de la science, de l'éducation et des médias*

\* \* \*

**INTERPRETERS / INTERPRETES**

Ms/Mme Sarah Adlington

Ms/Mme Gillian Wakenhut

Ms/Mme Bettina Ludewig

Mr/M. Jean-Louis Wunsch

\* \* \*

**SECRETARIAT**

Mr/M. Jan Kleijssen, Director of Information Society and Action against Crime, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Directeur de la Société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Mr/M. Jan Malinowski, Head of Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Chef du service Société de l'information, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Mr/M. Patrick Penninckx, Executive Secretary, Cooperation Group to Combat Drug Abuse and Illicit Trafficking in Drugs, Directorate General of Human Rights and Rule of Law / *Secrétaire exécutif, Groupe de coopération pour la lutte contre l'abus et le trafic de drogue, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme. Silvia Grundmann, Head of Media Division, Directorate General of Human Rights and Rule of Law, Secretary to the Steering Committee on Media and Information Society / *Chef de la division médias, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit, Secrétaire du Comité directeur pour les médias et la société e l'information*

Ms/Mme. Onur Andreotti, Administrator, Media Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Administratrice, division médias, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Mr/M. Luca Belli, Administrator, Information Society Unit, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Administrateur, Unité société de l'information, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme Ana Gascón-Marcén, Administrator, Information Society Unit, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Administratrice, Unité société de l'information, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Mr/M. Lee Hibbard, Administrator, Information Society Unit, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Administrateur, Unité société de l'information, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme Elvana Thaçi, Administrator, Media Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Administratrice, division médias, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme. Loreta Vioiu, Administrator, Information Society Unit, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Administratrice, Unité société de l'information, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme Maria Michaelidou, Programme Advisor, Data Protection Unit, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Conseillère de programme, Unité protection des données, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant, Media Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Assistante administrative principale, Division médias, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme. Giovanna Langella, Principal Administrative Assistant, Media Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Assistante administrative principale, Division médias, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme.Sarah Gregg, Assistant, Information Society Unit, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Assistante, Unité société de l'information, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme.Krystyna Khokhlova, Assistant, Media Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Assistante, Division médias, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Ms/Mme. Julia Whitham, Assistant, Media Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Assistante, Division médias, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

Mr/M.Naser Bislimi, Trainee, Media Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law / *Stagiaire, Division médias, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit*

### Annexe III

#### **Projet de Recommandation CM/Rec(2014)\_\_\_ du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection et la promotion du droit à la liberté d'expression et du droit à la vie privée en lien avec la neutralité du réseau**

1. Dans la société de l'information, l'exercice et la jouissance du droit à la liberté d'expression des personnes, y compris le droit de recevoir et de communiquer des informations et des idées, ainsi que leur participation à la vie démocratique, dépendent de plus en plus sur l'accessibilité et la qualité d'une connexion à l'internet.

2. Les fournisseurs d'accès à l'internet ont la capacité de contrôler les flux de données et d'informations (le trafic internet) qui transitent sur leurs réseaux. Ils peuvent appliquer des mesures de gestion du trafic internet à des fins légitimes spécifiques, par exemple pour préserver l'intégrité et la sécurité du réseau. Ils peuvent également prendre des dispositions pour empêcher l'accès à des contenus illicites et préjudiciables ou leur diffusion, par exemple en mettant en place des systèmes d'autorégulation en coopération avec les pouvoirs publics. Cependant, d'autres interférences avec le trafic internet peuvent affecter la qualité des services internet délivrés aux usagers et peuvent aboutir au blocage, à la discrimination ou à la priorisation de types de contenus, d'applications ou de services spécifiques. Par ailleurs, certaines des techniques utilisées dans ce contexte permettent d'inspecter ou de surveiller les communications, ce qui peut saper la confiance des utilisateurs dans l'internet.

3. Ces questions suscitent des préoccupations quant au respect de la protection et de la promotion du droit à la vie privée et du droit à la liberté d'expression qui sont garantis respectivement par les articles 8 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (STE n° 5, si après la CEDH) ainsi qu'eu égard à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108). En outre, elles ont des implications sur l'accès à des informations diverses et pluralistes et au contenu des médias de service public sur l'internet, fondamentaux pour la démocratie et la diversité culturelle. Le droit à la liberté d'expression, notamment le droit de recevoir ou de communiquer des informations, n'est pas un droit absolu. Cependant, toute restriction à l'exercice de ce droit doit répondre aux exigences de l'article 10, paragraphe 2 de la CEDH.

4. Le principe de la neutralité du réseau sous-tend un traitement non discriminatoire du trafic internet et l'accès des usagers aux informations et services de leur choix. Il renforce le plein exercice et la pleine jouissance de la liberté d'expression puisque l'article 10 de la CEDH s'applique non seulement au contenu des informations mais aussi aux moyens de leur diffusion. De même, le principe de la neutralité du réseau soutient l'innovation technologique et la croissance économique.

5. Le Comité des Ministres rappelle l'article 1 du Statut du Conseil de l'Europe ainsi que les instruments normatifs pertinents du Conseil de l'Europe<sup>5</sup>. En vue de protéger et promouvoir le droit à la vie privée et le droit à la liberté d'expression en pleine conformité avec les articles 8 et 10 de la CEDH et de promouvoir la valeur de service public d'internet, le Comité des Ministres recommande aux Etats membres :

- de prendre toutes les mesures nécessaires, en coopération avec l'ensemble des parties prenantes, pour sauvegarder le principe de la neutralité du réseau dans leurs

---

<sup>5</sup> Déclaration du Comité des Ministres sur la protection du rôle des médias dans les démocraties dans le contexte de la concentration des médias (31 janvier 2007) ; Recommandation Rec(2007)3 sur la mission des médias de service public dans la société de l'information ; Recommandation CM/Rec(2007)16 sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet ; Recommandation CM/Rec(2008)6 sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres internet ; Déclaration du Comité des Ministres sur la neutralité du réseau (29 septembre 2010) ; Déclaration du Comité des Ministres sur les principes de la gouvernance d'internet (21 septembre 2011) ; Recommandation CM/Rec (2014)6 aux Etats membres sur un Guide des droits de l'homme pour les utilisateurs d'internet.

cadres de politique générale en tenant pleinement compte des lignes directrices fixées dans la présente recommandation,

- de promouvoir ces lignes directrices dans d'autres enceintes régionales et internationales qui traitent de la question de la neutralité du réseau.

## **Lignes directrices sur la neutralité du réseau**

### 1. Principes généraux

1.1. Dans l'exercice de leur droit à la liberté d'expression, conformément à l'article 10 de la CEDH, les utilisateurs d'internet ont le droit d'accéder à des informations, des applications et des services, de les diffuser, et d'utiliser les dispositifs de leur choix. La jouissance de ce droit doit être assurée sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, l'orientation sexuelle, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

1.2. Le trafic internet devrait être traité à égalité, sans discrimination, restriction ni ingérence, quels que soient l'émetteur, le destinataire, le contenu, l'application, le service ou le dispositif. Aux fins de la présente recommandation, c'est ce que l'on appelle le principe de la neutralité du réseau.

1.3. La liberté de choix des utilisateurs d'internet ne devrait pas être limitée par l'application d'un traitement favorable ou faisant obstacle à la transmission de trafic internet lié à des contenus, services, applications ou dispositifs particuliers, ou de trafic lié à des services fournis sur la base d'accords exclusifs ou de tarifs particuliers.

1.4. Le principe de la neutralité du réseau devrait s'appliquer à tous les services offrant une connexion à l'internet (services d'accès à l'internet), indépendamment des infrastructures ou réseaux utilisés pour la connexion et de la technologie sous-jacente permettant d'acheminer les signaux.

### 2. Gestion du trafic

2.1. Les fournisseurs d'accès à l'internet ne devraient pas restreindre la liberté de choix des utilisateurs d'internet en bloquant, ralentissant, modifiant, dégradant ou défavorisant certains contenus, applications ou services spécifiques.

2.2. Les mesures de gestion du trafic internet, le cas échéant, devraient être non discriminatoires, transparentes, nécessaires et proportionnées aux buts suivants :

- pour donner effet à une décision de justice ou à celle d'une autorité de régulation
- pour préserver l'intégrité et la sécurité du réseau, des services offerts via le réseau et de l'équipement terminal employé par les utilisateurs d'internet ;
- pour empêcher la transmission de communications non sollicitées à des fins de marketing aux utilisateurs finaux qui ont accepté au préalable de telles mesures restrictives ;
- pour réduire les conséquences d'une surcharge exceptionnelle ou temporaire du réseau, à condition de traiter à égalité les différents types de trafic équivalents,
- pour respecter un contrat passé avec l'utilisateur afin de lui garantir un certain niveau de qualité de service, sous réserve que cela ne nuise pas à la qualité de l'accès à l'internet et ne constitue pas une pratique discriminatoire ou anticoncurrentielle.

2.3. Les mesures de gestion du trafic internet ne devraient être maintenues que pour une durée strictement nécessaire, et les politiques de gestion du trafic devraient faire l'objet d'un examen régulier par les autorités compétentes au sein de chaque Etat membre.

### 3. Pluralisme et diversité de l'information

3.1. Les fournisseurs d'accès à l'internet ne devraient pas défavoriser le trafic provenant d'autres fournisseurs de contenus, d'applications et de services qui sont en concurrence avec leurs propres produits. Il faut pour cela que les décisions relatives à la gestion du trafic soient strictement dissociées des processus décisionnels de l'opérateur concernant les contenus, dans l'esprit de la Déclaration de 2007 du Comité des Ministres sur la protection du rôle des médias dans les démocraties dans le contexte de la concentration des médias.

3.2. Un traitement préférentiel du trafic fondé sur des accords conclus entre des fournisseurs d'accès à l'internet et des fournisseurs de contenus, d'applications et de services ne devrait pas diminuer ni affecter l'accessibilité économique, la performance ou la qualité de l'accès des utilisateurs à l'internet. De tels accords ne devraient pas avoir d'effets négatifs sur la capacité des utilisateurs à accéder à l'information, à des contenus publics divers et pluralistes, aux applications et aux services de leur choix et à les utiliser.

3.3. Dans le cadre de réseaux gérés, les Etats peuvent envisager d'imposer des obligations raisonnables, transparentes et proportionnées d'acheminement des contenus répondant à des objectifs d'intérêt général.

### 4. Vie privée

4.1. Des mesures de gestion du trafic ne devraient donner lieu à un traitement des données personnelles que dans la mesure où celui-ci est nécessaire et proportionné à la réalisation des objectifs énoncés à la deuxième section de la présente recommandation, et devraient être conformes à la législation en vigueur en matière de droit à la vie privée et de protection de données à caractère personnel.

4.2. Certaines techniques utilisées à des fins de gestion du trafic internet sont capables d'analyser le contenu des communications. La manière dont ces techniques sont appliquées peut constituer une atteinte au droit à la vie privée. Un tel usage doit donc être pleinement conforme à l'article 8 de la CEDH, faire l'objet d'un contrôle de conformité par rapport à la législation en vigueur sur le droit à la vie privée et à la protection des données à caractère personnel et être contrôlé par une autorité compétente au sein de chaque Etat membre afin de vérifier le respect de la législation.

### 5. Transparence

5.1. Les fournisseurs d'accès à l'internet devraient fournir aux usagers des informations claires, complètes et publiques sur toute procédure de gestion du trafic qu'ils appliquent et qui pourrait avoir une incidence sur l'accès aux contenus, applications ou services et sur leur diffusion. Les utilisateurs d'internet devraient pouvoir obtenir de la part des fournisseurs d'accès à l'internet des informations sur la gestion du trafic et sur les vitesses du réseau.

5.2. Les autorités compétentes de chaque Etat membre devraient assurer le suivi des pratiques de gestion du trafic internet et faire rapport sur ces pratiques. Les rapports devraient être élaborés de façon ouverte et transparente et mis gratuitement à la disposition du public.

### 6. Responsabilisation

6.1. Les fournisseurs d'accès à l'internet devraient mettre en place des procédures adaptées, claires, ouvertes et efficaces pour traiter, dans des délais raisonnables, les

réclamations des utilisateurs d'internet invoquant des manquements aux principes énoncés dans les dispositions qui précèdent. Les utilisateurs devraient avoir la possibilité de saisir les autorités compétentes au sein de chaque Etat membre.

6.2. Le cadre de politique générale mis en place par les Etats devrait obliger les fournisseurs d'accès à l'internet à rendre compte de leur respect du principe de la neutralité du réseau. Cette responsabilisation suppose aussi l'existence de mécanismes permettant de traiter les plaintes relatives à la neutralité du réseau.

## Annexe IV

### Projet de recommandation CM/Rec(2014)\_\_\_ du Comité des Ministres aux Etats membres sur la libre circulation transfrontière des informations sur l'internet

1. Le droit à la liberté d'expression, notamment le droit de recevoir ou de communiquer des informations et des idées sans ingérence et sans considération de frontières, est une pierre angulaire de la société démocratique et une condition fondamentale de sa pérennité et de son développement ainsi que du développement de chaque être humain. Les dispositions sur les droits et libertés figurant dans la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après la CEDH) et l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques s'appliquent de la même façon en ligne et hors ligne. L'article 10 de la CEDH concerne non seulement le contenu des informations, mais aussi les moyens de leur diffusion ou d'hébergement, dans la mesure où toute restriction apportée à ceux-ci a nécessairement un impact sur le droit de recevoir et de communiquer des informations.
2. De manière analogue, le droit à la liberté de réunion et d'association, tel qu'il est garanti par l'article 11 de la CEDH, revêt lui aussi une importance fondamentale pour la démocratie. En outre, la protection du droit au respect de la vie privée, garanti par l'article 8 de la CEDH, et la protection des données personnelles conformément à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108, ci-après Convention 108) sous-tendent l'exercice du droit à la liberté d'expression et contribuent à la libre circulation des informations sur internet.
3. La circulation transfrontière libre des informations est une condition nécessaire au plein exercice de ces droits et libertés, au maintien du pluralisme et de la diversité de l'information, au développement de la culture et de l'innovation, et à la croissance économique. Les politiques ou mesures nationales, les activités commerciales ou les pratiques technologiques qui interfèrent, intentionnellement ou non, avec le trafic internet ou qui imposent des restrictions aux contenus ou aux services sur internet dans un Etat, peuvent avoir des répercussions, au-delà des frontières de cet Etat, sur le droit à la liberté d'expression et le droit à la liberté d'association. En conséquence, l'exercice de la souveraineté nationale peut être affecté.
4. Un seul et même contenu ou service sur internet peut être considéré par plusieurs Etats comme relevant de leur compétence nationale, auquel cas les utilisateurs peuvent être confrontés à des règles incohérentes ou contradictoires. La variété et la diversité des législations nationales concernant les contenus et les services illicites et une application de lois nationales concurrentes ou contradictoires, créent un environnement juridique complexe ; dans ce contexte, il peut être difficile pour les utilisateurs d'obtenir la protection qui leur est garantie par l'article 10 de la CEDH. Le niveau de complexité est appelé à augmenter sous l'effet de nouveautés technologiques telles que les réseaux de fourniture de contenus et les services qui hébergent et traitent des données dans des sites distants (informatique en nuage) plutôt qu'à proximité du propriétaire, du responsable ou du destinataire de l'information.
5. Il est nécessaire de promouvoir une approche commune au niveau international, de consolider les normes et d'appliquer les bonnes pratiques relatives à la libre circulation transfrontière des informations sur internet tout en maintenant la pleine conformité avec les accords internationaux relatifs à la protection des enfants sur internet, la lutte contre la cybercriminalité, la protection des données personnelles et d'autres accords pertinents. A cet égard, les Etats devraient agir sur la base de la Recommandation CM/Rec(2011)8 du Comité des Ministres qui énonce leur engagement en faveur de la protection et de la promotion de l'universalité, de l'intégrité et de l'ouverture d'internet. L'engagement reconnaît que les Etats ont la responsabilité de s'assurer que les activités exercées dans leur juridiction ne font pas obstacle à l'accès aux contenus en dehors de leurs frontières ni n'entravent le flux transfrontalier du trafic internet. Les Etats devraient également tenir dûment compte des normes du Conseil de l'Europe mentionnées dans l'annexe à la présente recommandation

ainsi que de l'importance de l'autorégulation. Celle-ci contribue à l'élaboration de bonnes pratiques et de modèles de conduite qui encouragent la libre circulation des informations, des opinions et des idées sur internet.

6. En conséquence, le Comité des Ministres recommande que les Etats membres, lorsqu'ils élaborent et mettent en œuvre des politiques relatives à l'internet au niveau national et au sein de la communauté internationale :

- promeuvent et protègent la libre circulation transfrontière des informations en tenant dûment compte des principes énoncés dans la présente recommandation, en veillant notamment à ce que ces principes soient reflétés dans les cadres réglementaires, dans les politiques et dans la pratique ;

- encouragent les acteurs du secteur privé, la société civile et les milieux techniques à soutenir et promouvoir la mise en œuvre des principes énoncés dans la présente recommandation.

## **Principes relatifs à la libre circulation transfrontière des informations sur internet**

### **1. Principes généraux**

- 1.1. Les Etats sont tenus de garantir à toute personne relevant de leur juridiction le droit à la liberté d'expression et le droit à la liberté de réunion et d'association, en pleine conformité avec les articles 10 et 11 de la CEDH, lesquels s'appliquent également à l'internet. Ces droits et libertés doivent être garantis sans discrimination aucune, fondée notamment sur le genre, l'orientation sexuelle, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.
- 1.2. Les Etats devraient protéger et promouvoir la libre circulation mondiale des informations sur internet. Ils devraient veiller à ce que les ingérences dans le trafic internet survenant sur leur territoire visent les objectifs légitimes énoncés à l'article 10 de la CEDH et dans d'autres accords internationaux pertinents, et n'ont pas d'incidences inutiles ou disproportionnées sur la circulation transfrontière des informations.

### **2. Principes relatifs au devoir de diligence**

Les Etats devraient faire preuve de diligence lorsqu'ils élaborent, évaluent et mettent en œuvre leurs politiques nationales afin de détecter et d'éviter les incidences sur le trafic internet qui peuvent nuire à la libre circulation transfrontière des informations sur internet.

- *Evaluation* - toute mesure réglementaire ou autre pouvant avoir de telles incidences devrait être évaluée à l'aune de la responsabilité de l'Etat de respecter, de protéger et de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales énoncés dans la CEDH.
- *Transparence, prévisibilité et responsabilisation* - lorsqu'ils élaborent des politiques et des cadres réglementaires pouvant avoir des incidences sur la libre circulation des informations sur internet, les Etats devraient appliquer des principes de transparence - notamment aux résultats des évaluations mentionnées ci-dessus- de prévisibilité concernant leur mise en œuvre, et de responsabilisation. En particulier, les projets de cadres réglementaires envisagés devraient être publiés dans des délais et selon des modalités à même de permettre une consultation publique.
- *Proportionnalité et révision des mesures* - les Etats sont tenus de veiller à ce que tout blocage de contenus ou de services jugés illégaux soit conforme aux articles 8, 10 et 11 de la CEDH. En particulier, les mesures adoptées par les pouvoirs publics pour combattre des activités ou des contenus illégaux sur internet ne devraient pas entraîner de conséquences inutiles ou disproportionnées en dehors des frontières de l'Etat. Les Etats devraient privilégier les mesures les moins intrusives ou les moins perturbantes, mises en œuvre de façon transparente et responsabilisante. Les mesures adoptées ou

promues par les Etats devraient être régulièrement examinées afin que leur efficacité pratique soit établie et que soit vérifié si elles sont encore nécessaires et proportionnées.

### **3. Importance de l'autorégulation**

Les Etats devraient encourager, faciliter et soutenir l'élaboration de codes d'autorégulation selon les besoins, de façon à ce que tous les acteurs respectent le droit à la liberté d'expression, le droit à la liberté de réunion et d'association et le droit à la vie privée, notamment en ce qui concerne la libre circulation du trafic internet.

### **4. Promotion des bonnes pratiques techniques**

- 4.1. Les Etats devraient promouvoir la coopération des acteurs concernés dans l'élaboration et la mise en œuvre de bonnes pratiques techniques qui respectent le droit à la liberté d'expression et le droit à la liberté d'association, y compris par l'évaluation du caractère nécessaire d'actions et de la proportionnalité de mesures pouvant avoir des incidences transfrontières sur le trafic internet.
- 4.2. Les Etats devraient s'assurer que les politiques nationales respectent l'architecture mondiale d'internet. Cela comprend l'adhésion aux bonnes pratiques concernant le système d'adressage (Domain Name System).

### **5. Dialogue et politiques au niveau international**

- 5.1. Lorsque des politiques nationales ou des activités commerciales interfèrent avec le trafic internet au-delà des frontières d'un Etat, les parties concernées ne disposent pas nécessairement des moyens de déposer des réclamations dans cet Etat. Les Etats devraient veiller à ce qu'il existe des structures et des procédures pour recevoir les réclamations des parties concernées et les résoudre. A cet égard, les Etats devraient nouer un dialogue international afin d'élaborer progressivement des approches communes ainsi que des normes et des standards internationaux et afin de s'accorder sur des bonnes pratiques concernant les lois applicables et les juridictions compétentes dans les situations où la liberté d'expression et d'accès à l'information fait l'objet de lois concurrentes (ou contradictoires).
- 5.2. Dans le contexte de l'élaboration de politiques ou de réglementations internationales concernant internet, les Etats devraient protéger et promouvoir la connectivité à l'internet ainsi que la disponibilité et l'accessibilité d'une information diverse et pluraliste, facteurs qui contribuent à la libre circulation transfrontière des informations sur internet.
- 5.3. En ce qui concerne les services qui hébergent ou traitent des informations dans des sites distants, les Etats devraient garantir le droit à la protection des données personnelles conformément à la Convention 108 et le droit à la vie privée conformément à l'article 8 de la CEDH. Ces conditions sont importantes pour le plein exercice des droits énoncés à l'article 10 de la CEDH. S'agissant des services en question, les Etats devraient en outre nouer un dialogue international afin d'élaborer des normes, des pratiques et des approches partagées pour traiter les questions de juridiction et de droit applicable.

*Annexe***Normes pertinentes du Conseil de l'Europe**

- Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (STCE n° 201)
- Convention sur la cybercriminalité (STE n° 185) et Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques (STE n° 189)
- Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) et Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données (STE n° 181)
- Recommandation CM/Rec(2011)8 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection et la promotion de l'universalité, de l'intégrité et de l'ouverture de l'internet
- Recommandation CM/Rec(2009)5 visant à protéger les enfants contre les contenus et comportements préjudiciables et à promouvoir leur participation active au nouvel environnement de l'information et de la communication.
- Déclaration sur la protection de la dignité, de la sécurité et de la vie privée des enfants sur l'Internet (20 février 2008)
- Recommandation CM/Rec(2008)6 sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres internet
- Recommandation CM/Rec(2007)16 sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet
- Déclaration sur la neutralité du réseau (29 septembre 2010)

**Annexe V****PROJET DE RECOMMANDATION CM/REC(2014)... DU COMITE DES MINISTRES AUX ETATS MEMBRES SUR LE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DANS LE CADRE DE L'EMPLOI.**

*(Adoptée le ... 2014 par le Comité des Ministres lors de la ... réunion des Ministres délégués)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Conscient de l'utilisation croissante des nouvelles technologies et des instruments de communication électronique dans les relations entre employeur et employés, ainsi que des avantages qui en découlent ;

Estimant, toutefois, que l'utilisation de méthodes de traitement de données par les employeurs devrait être gouvernée par des principes destinés à réduire les risques que de telles méthodes pourraient éventuellement présenter pour les droits et les libertés fondamentales des employés, notamment leur droit à la vie privée ;

Ayant à l'esprit les dispositions de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du 28 janvier 1981 (ci-après la Convention 108), ainsi que celles de son Protocole additionnel concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données du 8 novembre 2001, et compte tenu de l'intérêt de convertir l'application de ces principes au secteur de l'emploi ;

Reconnaissant également que les intérêts devant être pris en compte lors de l'élaboration de principes dans le secteur de l'emploi sont individuels ou collectifs, privés ou publics ;

Considérant que les données à caractère personnel dans les documents officiels détenus par une autorité publique ou un organisme public peuvent être divulguées par l'autorité ou l'organisme conformément à la législation nationale à laquelle l'autorité ou l'organisme public est soumis, afin de concilier le droit d'accès à ces documents officiels avec le droit à la protection des données à caractère personnel conformément aux principes de la présente recommandation ;

Conscient des traditions différentes existant dans les Etats membres en ce qui concerne la réglementation des divers aspects des relations employeur-employé, et constatant que la réglementation par voie législative ne constitue qu'une des méthodes utilisées ;

Conscient des changements intervenus à l'échelle internationale dans le monde du travail et activités qui y sont liées, du fait notamment du recours accru aux technologies de l'information et de la communication (TICs) et de la mondialisation de l'emploi et des services

Considérant que ces changements appellent à une révision de la Recommandation N° R (89) 2 sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins d'emploi en vue de continuer à assurer un niveau de protection adéquat des personnes dans le secteur de l'emploi ;

Rappelant l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui protège le droit à la vie privée, comprenant, tel qu'interprété par la Cour européenne des droits de l'homme, les activités de nature professionnelle et/ou commerciale ;

Rappelant l'application des principes établis par d'autres recommandations pertinentes du Conseil de l'Europe, en particulier la Recommandation CM/Rec(2010)13 sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le

cadre du profilage, la Recommandation R(97)5 relative à la protection des données médicales et la Recommandation R(92)3 sur les tests et le dépistage génétiques à des fins médicales ;

Rappelant les «Principes directeurs pour la protection des personnes par rapport à la collecte et au traitement de données au moyen de la vidéosurveillance » adoptés par le Comité européen de coopération juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe en mai 2003 et mentionnés dans la Résolution 1604 (2008) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui sont particulièrement pertinents ;

Rappelant la Charte sociale européenne (STCE n° 163), dans sa version révisée du 3 mai 1996, ainsi que le Code de conduite du Bureau international du travail de 1997 sur la protection des données à caractère personnel des travailleurs ;

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- d'assurer que les principes contenus dans l'annexe de la présente recommandation, qui remplace la Recommandation R N° (89)2 susmentionnée, soient reflétés dans la mise en œuvre des législations nationales relatives à la protection des données dans le secteur de l'emploi, ainsi que dans d'autres branches de toute loi portant sur l'utilisation des données à caractère personnel à des fins d'emploi;
- d'assurer, à cette fin, que la présente recommandation et son annexe soient portées à l'attention des autorités établies conformément à la législation nationale en matière de protection de données et chargées de contrôler l'application de cette législation ;
- et de promouvoir par ailleurs l'acceptation et l'application des principes contenus dans l'annexe de la présente recommandation, au moyen d'instruments complémentaires tels que des codes de conduite, en s'assurant que ces principes soient bien assimilés/ admis et mis en application par tous les intervenants du secteur de l'emploi, incluant les organes représentatifs des employeurs et des employés et pris en compte dans la conception, le déploiement et l'utilisation des TICs dans ce secteur.

## **Annexe à la Recommandation**

### **Partie I – Principes généraux**

#### **1. Champ d'application**

1.1. Les principes de la présente recommandation s'appliquent au traitement de données à caractère personnel à des fins d'emploi dans les secteurs public et privé.

1.2. Sauf législations nationales contraires, les principes de la présente recommandation s'appliquent aussi aux activités des agences pour l'emploi, dans les secteurs public et privé, qui traitent des données à caractère personnel afin de permettre l'établissement d'un ou de plusieurs contrats de travail simultanés, y compris de contrats à temps partiel, entre les personnes concernées qui figurent sur leurs listes et d'éventuels employeurs, ou afin de faciliter les démarches pour les employeurs dérivant desdits contrats.

#### **2. Définitions**

Aux fins de la présente recommandation :

- «données à caractère personnel» signifie toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (« personne concernée »).
- « traitement» s'entend de toute opération ou ensemble d'opérations effectuées sur des données à caractère personnel, et notamment la collecte, l'enregistrement, la conservation, la modification, l'extraction, la communication, la mise à disposition, l'effacement, la destruction

des données, ou l'application d'opérations logiques et/ou arithmétiques aux données ; lorsqu'aucun procédé automatisé n'est utilisé, le traitement de données s'entend des opérations effectuées au sein d'un ensemble structuré établi selon tout critère qui permet de rechercher des données à caractère personnel ;

– « systèmes d'information » signifie tout dispositif isolé ou groupe de dispositifs interconnectés ou liés entre eux, qui assurent [ou dont un ou plusieurs éléments assure(nt)] conformément à un programme, un traitement automatisé de données informatiques, ainsi que les données informatiques enregistrées, traitées, récupérées ou transmises par ces derniers en vue de leur fonctionnement, utilisation, protection et maintenance ;

– « à des fins d'emploi » concerne les rapports entre employeurs et employés relatifs au recrutement, à l'exécution du contrat de travail et à son encadrement, y compris à l'exécution des obligations découlant de la loi ou de conventions collectives, ainsi qu'à la planification et la gestion efficace d'une organisation et la fin des rapports de travail. Les conséquences de la relation contractuelle peuvent s'étendre au-delà du terme du contrat de travail ;

– « employeur » signifie toute personne physique ou morale, l'autorité publique ou l'agence, engagée dans un lien d'emploi avec l'employé ou qui envisage d'engager un tel lien avec un candidat à un emploi et qui détient la responsabilité légale de l'entreprise ou de l'établissement ;

– « employé » signifie toute personne concernée engagée dans une relation de travail avec un employeur ou employeur potentiel.

### **3. *Respect des droits de l'homme, de la dignité humaine et des libertés fondamentales***

Le respect de la dignité humaine, de la vie privée et de la protection des données à caractère personnel devrait être garanti lors du traitement de données à des fins d'emploi, notamment pour permettre aux employés le développement libre de leur personnalité et afin de préserver la possibilité de relations sociales et individuelles sur leur lieu de travail.

### **4. *Application des principes de traitement***

4.1. Les employeurs devraient veiller à ce que le traitement des données à caractère personnel ne porte que sur les données strictement nécessaires pour atteindre l'objectif déterminé dans les cas individuels concernés.

4.2. Les employeurs devraient développer des mesures appropriées, visant à respecter en pratique les principes et obligations en matière de traitement de données à des fins d'emploi. A la demande des autorités de contrôle, les employeurs devraient être en mesure de démontrer qu'ils sont en conformité avec des tels principes et obligations. Ces mesures devraient être adaptées au volume et à la nature des données traitées et aux activités entreprises ; elles tiendront également compte des conséquences possibles pour les droits et les libertés fondamentales des employés.

### **5. *Collecte et enregistrement des données***

5.1. Les employeurs devraient collecter les données à caractère personnel directement auprès de la personne concernée. Lorsqu'il est nécessaire et licite, de traiter des données collectées auprès de tiers, par exemple pour obtenir des références professionnelles, la personne concernée devrait en être préalablement dûment informée.

5.2. Les données à caractère personnel collectées par les employeurs à des fins d'emploi devraient être pertinentes et non excessives, compte tenu du type d'emploi ainsi que des besoins évolutifs d'information de l'employeur.

5.3. Les employeurs devraient s'abstenir d'exiger ou de demander à un employé ou à un candidat à l'emploi d'avoir accès à des informations que celui-ci partage avec d'autres en ligne, notamment sur des réseaux sociaux.

5.4. Les données relatives à la santé ne peuvent être collectées qu'aux fins prévues au principe 8.2 de la présente recommandation.

5.5. L'enregistrement de données à caractère personnel à des fins d'emploi n'est possible que si les données ont été collectées conformément aux règles définies aux principes 4, 9 et 14 à 20 de la présente recommandation et uniquement pour le temps nécessaire à la poursuite des finalités du traitement. Ces données devraient être pertinentes, adéquates et non-excessives. Lorsque des données d'évaluation relatives à la productivité ou à la capacité d'un employé sont enregistrées, de telles données ne devraient servir qu'à évaluer les compétences professionnelles.

## **6. Utilisation interne des données**

6.1. Les données à caractère personnel collectées à des fins d'emploi ne devraient être traitées par les employeurs qu'à de telles fins.

6.2. Les employeurs devraient adopter des politiques de protection des données, des règles et/ou d'autres instruments relatifs à l'usage interne des données à caractère personnel conformément aux principes de la présente recommandation.

6.3. A titre exceptionnel, lorsque des données doivent être traitées à des fins d'emploi mais pour des finalités autres que celles pour lesquelles elles ont été initialement collectées, les employeurs devraient prendre des mesures appropriées pour éviter que ces données ne soient mal interprétées pour cette autre finalité et en informer l'employé. En cas de décision importante concernant l'employé, fondée sur des données ainsi utilisées, celui-ci devrait être avisé en conséquence.

6.4. Sans préjudice des dispositions du principe 8, lors de changements au sein de l'entreprise, de fusions et d'acquisitions, il convient de veiller au respect des principes de proportionnalité et de finalité dans l'utilisation ultérieure des données. Toute modification substantielle du traitement devrait être communiquée à la personne concernée.

## **7. Communication des données et utilisation des TICs pour la représentation des employés**

7.1. Conformément aux législations et pratiques nationales, ainsi qu'aux conventions collectives, des données à caractère personnel peuvent être communiquées aux représentants des employés uniquement si de telles données sont nécessaires pour permettre à ces derniers de représenter de façon appropriée les intérêts des employés concernés ou si elles sont nécessaires afin de garantir l'exécution et la supervision des obligations prévues par les conventions collectives.

7.2. Conformément aux législations et pratiques nationales l'utilisation de systèmes et technologies d'information pour la communication des données aux représentants des employés devrait faire l'objet d'accords spécifiques, visant à définir au préalable des règles transparentes stipulant leur utilisation et garantissant la protection des communications confidentielles, conformément au principe 10.

## **8. Communication externe des données**

8.1. Les données à caractère personnel collectées à des fins d'emploi devraient être communiquées à des organismes publics uniquement pour l'accomplissement de leur mission officielle et dans les limites des obligations légales des employeurs ou conformément à d'autres dispositions du droit interne.

8.2. La communication de données à caractère personnel à des organismes publics à des fins autres que l'accomplissement de leur mission officielle ou à des parties autres que les organismes publics, y compris les entreprises du même groupe, ne devrait s'effectuer que :

- a. lorsque la communication est nécessaire à des fins d'emploi qui ne seraient pas incompatibles avec les finalités pour lesquelles les données ont été collectées à l'origine et si les employés concernés ou leurs représentants, selon le cas, en sont informés au préalable ; ou
- b. avec le consentement exprès, libre et informé de l'employé concerné ; ou
- c. si la communication est prévue par le droit interne et notamment lorsqu'elle est nécessaire à l'exécution d'obligations découlant de la loi ou des conventions collectives.

8.3. Les dispositions relatives à la divulgation de données à caractère personnel afin d'assurer la transparence dans le secteur public (le gouvernement et toute autre autorité publique ou organisme), y compris le contrôle de l'utilisation régulière des fonds et ressources publiques, devraient également prévoir des garanties appropriées eu égard au droit au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel des employés.

8.4. Les employeurs devraient prendre les mesures appropriées afin de veiller à ce que seules les données pertinentes, exactes et à jour soient communiquées [à l'extérieur], et à plus forte raison s'agissant des données publiées en ligne et accessibles à un plus large public.

## **9. Traitement des données sensibles**

9.1. Le traitement des données sensibles, visé à l'article 6 de la Convention 108, est permis uniquement dans des cas particuliers, lorsque cela est indispensable pour un recrutement spécifique ou à l'exécution d'obligations légales dérivant du contrat de travail, dans les limites prescrites par le droit interne et moyennant des garanties appropriées, venant compléter celles de la Convention 108 et de la présente recommandation. Les garanties appropriées devraient être de nature à prévenir les risques que le traitement de données sensibles peut présenter pour les intérêts, droits et libertés fondamentales des employés concernés, notamment le risque de discrimination. Le traitement des données biométriques est sujet aux dispositions du principe 18 de la présente recommandation.

9.2. Conformément au droit interne, un employé ou un candidat à l'emploi peut être interrogé sur son état de santé et/ou faire l'objet d'un examen médical uniquement aux fins de:

- a. déterminer son aptitude à un emploi actuel ou futur ;
- b. couvrir les besoins de la médecine préventive ;
- c. garantir sa réadaptation appropriée au poste de travail ou répondre à toute autre exigence de l'environnement professionnel ;
- d. sauvegarder les intérêts vitaux de la personne concernée ou d'autres employés ou personnes ;
- e. octroyer des prestations sociales ; ou
- f. répondre à une procédure judiciaire.

9.3. Les données génétiques ne peuvent pas faire objet d'un traitement afin de pouvoir déterminer, par exemple, l'aptitude professionnelle d'employés ou de candidats à l'emploi, même avec le consentement de l'intéressé. Le traitement de données génétiques peut être permis uniquement à titre exceptionnel, par exemple, afin d'éviter une atteinte grave à la santé de la personne concernée ou des tiers et uniquement lorsque cela est prévu par le droit interne et moyennant des garanties appropriées.

9.4. Les données de santé et - lorsque leur traitement est licite - les données génétiques, ne devraient être collectées qu'auprès de l'employé, lorsque cela est prévu par la loi et moyennant des garanties appropriées.

9.5. Les données de santé couvertes par le secret médical ne devraient être accessibles et traitées que par du personnel lié par le secret médical ou par d'autres règles régissant le secret professionnel et les obligations de confidentialité. Ces données devraient :

- a. se rapporter directement à l'aptitude de l'employé à exercer ses fonctions, ou
- b. être nécessaires pour prendre des mesures en faveur de la santé de l'employé, ou
- c. être nécessaires pour prévenir un risque pour d'autres personnes.

Lorsque ces données sont communiquées à l'employeur, cette communication devrait être faite par une personne dûment habilitée, telle qu'une personne travaillant dans l'administration du personnel, ou ayant des responsabilités dans le secteur de la santé et de la sécurité au travail et l'information ne devrait être communiquée que si elle est indispensable pour la prise de décision par l'administration du personnel et conformément au droit interne.

9.6. Les données de santé couvertes par le secret médical et - lorsque leur traitement est licite - les données génétiques devraient, le cas échéant, être enregistrées séparément des autres catégories de données détenues par les employeurs. Des mesures de sécurité techniques et organisationnelles devraient être prises afin d'éviter que des personnes étrangères au service médical de l'employeur n'aient accès à ces données.

9.7. Les données de santé relatives à des tiers ne devront en aucune circonstance faire l'objet d'un traitement, à moins que la personne concernée n'ait donné au préalable son entier consentement, libre informé et non-équivoque, ou que ce traitement ne soit autorisé par l'autorité de contrôle compétente ou que la collecte des données ne soit indispensable à l'exécution des obligations légales.

## **10. *Transparence du traitement***

10.1. Des informations sur les données à caractère personnel détenues par des employeurs devraient être mises à la disposition de l'employé concerné, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses représentants, ou être portées à sa connaissance par d'autres moyens appropriés.

10.2. Les employeurs devraient fournir à leurs employés les informations suivantes :

- les catégories de données qui seront traitées et une description des finalités du traitement,
- les destinataires ou catégories de destinataires de ces données,
- les moyens d'exercer les droits énoncés au principe 11 de la présente recommandation, sans pour autant porter préjudice à des moyens plus favorables prévus dans le droit interne ou le système législatif,
- toute autre information nécessaire pour garantir un traitement loyal et licite des données.

10.3. Une description particulièrement claire et complète des catégories de données à caractère personnel qui peuvent être collectées au moyen de TICs, telle que la vidéosurveillance, et de leur utilisation potentielle, devrait être fournie. Ce principe vaut pour toutes les formes particulières de traitement de données à caractère personnel prévues à la partie II de la présente recommandation.

10.4. Les informations devraient être fournies sous une forme accessible et tenues à jour. Ces informations devraient, en tout état de cause, être fournies avant que l'employé n'exerce

effectivement l'activité ou l'action prévue, et être mises à disposition au moyen des systèmes d'information habituellement utilisés par l'employé.

## **11. Droit d'accès, de rectification et d'opposition**

11.1 Un employé devrait pouvoir obtenir, à sa demande, à fréquence raisonnable et dans un délai normal, la confirmation d'un traitement de données le concernant. La communication devrait être faite sous une forme intelligible, inclure toutes informations disponibles sur l'origine des données, ainsi que toute autre information que le responsable du traitement est tenu de fournir au titre de la transparence des traitements, en particulier les informations prévues au principe 10.

11.2 Un employé devrait avoir le droit d'obtenir la rectification, le blocage ou l'effacement de ses données à caractère personnel en cas d'inexactitude et/ou lorsqu'elles sont traitées en violation du droit interne ou des principes énoncés dans la présente recommandation. Il devrait également être autorisé à s'opposer à tout moment au traitement des données à caractère personnel le concernant, à moins que ce traitement ne soit nécessaire à des fins d'emploi ou ne soit prévu par la loi.

11.3. Le droit d'accès devrait également être garanti s'agissant des données d'évaluation, y compris celles relatives aux appréciations de la performance, de la productivité ou du potentiel de l'employé, au plus tard lorsque le processus d'appréciation est terminé, sans préjudice du droit de défense des employeurs ou des tiers impliqués. Bien que ces données ne puissent être directement corrigées par l'employé, les évaluations purement subjectives devraient pouvoir être contestées conformément au droit interne.

11.4. Un employé ne devrait pas être soumis à une décision l'affectant de manière significative, qui serait uniquement basée sur un traitement automatisé de données, sans que son point de vue soit pris en compte.

11.5. Un employé devrait également pouvoir obtenir, à sa demande, des informations concernant le raisonnement qui sous-tend le traitement de données dont les résultats lui sont appliqués.

11.6. Des dérogations aux droits auxquels il est fait référence aux paragraphes 10, 11.1, 11.2, 11.4., et 11.5 peuvent être admises lorsqu'elles sont prévues par la loi et constituent une mesure nécessaire dans une société démocratique, à la protection de la sécurité nationale à la sûreté publique, à des intérêts économiques et financiers importants de l'Etat ou à la prévention et à la répression des infractions pénales, ainsi qu'à la protection de la personne concernée et des droits et libertés d'autrui.

11.7. En outre, dans le cas d'une enquête interne effectuée par un employeur, l'exercice des droits auxquels il est fait référence aux paragraphes 10 et 11.1 à 11.5 peut être différé jusqu'à la conclusion de cette enquête si cet exercice devrait porter préjudice à l'enquête.

11.8. Sauf dispositions nationales contraires, l'employé devrait pouvoir désigner une personne de son choix pour l'assister lors de l'exercice de son droit d'accès, de rectification ou d'opposition ou afin d'exercer ces droits en son nom.

11.9. Des voies de recours devraient être prévues par le droit interne lorsqu'un employé se voit refuser l'accès aux données le concernant ou la possibilité de rectifier ou d'effacer certaines de ses données.

## **12. Sécurité des données**

12.1. Les employeurs, ou les entités auprès desquelles le traitement de données peut être sous-traité, devraient mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées, qui seront mises à jour si cela s'avère nécessaire, en réponse aux examens périodiques d'évaluation des risques et des politiques de sécurité. De telles mesures devraient

garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées à des fins d'emploi, contre la modification, la perte ou la destruction accidentelles ou non autorisées de données à caractère personnel, ainsi que contre l'accès, la diffusion ou la divulgation non autorisées des données.

12.2. Conformément au droit interne, les employeurs devraient garantir de manière adéquate la sécurité des données lors de l'utilisation des TICs pour toute opération de traitement de données à caractère personnel à des fins d'emploi, y compris leur enregistrement.

12.3. Le service du personnel ainsi que toute autre personne intervenant dans le traitement des données devraient être tenus informés de ces mesures et de la nécessité de les respecter, ainsi que de garder la confidentialité concernant ces mesures.

### **13. Conservation des données**

13.1. Les employeurs ne devraient pas traiter des données à caractère personnel pendant une période plus longue que ne le justifient les finalités d'emploi définies au principe 2 ou que ne le nécessite l'intérêt d'un employé en poste ou d'un ancien employé.

13.2. Les données à caractère personnel fournies à la suite d'un acte de candidature devraient en principe être effacées dès qu'il devient clair que la candidature ne sera pas retenue par l'employeur ou retirée par le candidat. Lorsque de telles données sont conservées en vue d'une demande d'emploi ultérieure, l'intéressé devrait en être informé en conséquence et les données devraient être effacées à sa demande.

13.3. Lorsque pour tenter ou soutenir une action en justice ou pour toute autre finalité légitime, il est indispensable de conserver les données fournies à l'occasion d'une candidature, ces données ne devraient être conservées que pour la période nécessaire à cette finalité.

13.4. Les données à caractère personnel traitées aux fins d'une enquête interne réalisée par des employeurs et qui n'a entraîné l'adoption d'aucune sanction à l'égard d'un employé devraient être effacées dans un délai raisonnable, sans préjudice de l'exercice du droit d'accès de l'employé jusqu'à ce qu'elles soient effacées.

## **Partie II – Formes particulières de traitement**

### **14. Utilisation de l'Internet et des communications électroniques sur le lieu de travail**

14.1. Les employeurs devraient éviter de porter des atteintes injustifiées et déraisonnables au droit au respect de la vie privée des employés. Ce principe s'étend à tous les dispositifs techniques et aux TICs utilisés par un employé. Les personnes concernées devraient être convenablement et périodiquement informées à l'aide d'une déclaration claire en matière de respect de la vie privée conformément au principe 10 de la présente recommandation. L'information fournie devrait être mise à jour et inclure la finalité du traitement, la durée de conservation des données collectées ainsi que la sauvegarde des données de connexion et l'archivage des messages électroniques professionnels.

14.2. En ce qui concerne plus particulièrement l'éventuel traitement de données à caractère personnel relatif aux pages Internet ou Intranet consultées par l'employé, il conviendrait d'une part d'adopter des mesures préventives, telles que la configuration de systèmes ou l'utilisation de filtres qui peuvent empêcher certaines opérations, et d'autre part de prévoir éventuellement des contrôles des données à caractère personnel, effectués, de préférence, de manière graduée et par sondages non-individuels, en utilisant des données anonymes ou, en quelque sorte, agrégées.

14.3. L'accès par les employeurs aux communications électroniques professionnelles de leurs employés, qui ont été informés au préalable de cette éventualité, ne peut survenir, le cas échéant, que si cela est nécessaire pour des raisons de sécurité, ou pour d'autres raisons légitimes. En cas d'absence d'un employé, les employeurs devraient prendre les mesures nécessaires et prévoir les procédures appropriées visant à permettre l'accès aux communications électroniques professionnelles, uniquement lorsqu'un tel accès est nécessaire d'un point de vue professionnel. L'accès devrait intervenir de la façon la moins intrusive possible et uniquement après avoir informé les employés concernés.

14.4. En aucun cas le contenu, l'envoi et la réception de communications électroniques privées dans le cadre du travail ne devront faire l'objet d'une surveillance.

14.5. Lorsqu'un employé quitte son emploi, l'employeur devrait prendre des mesures techniques et organisationnelles afin que la messagerie électronique de l'employé soit désactivée automatiquement. Si le contenu de la messagerie devrait être récupéré pour la bonne marche de l'organisation, l'employeur devrait prendre des mesures appropriées afin de récupérer son contenu avant le départ de l'employé et si possible en sa présence.

### **15. *Systemes et technologies de l'information pour le contrôle des employés, notamment la vidéosurveillance***

15.1. L'introduction et l'utilisation des systèmes et technologies d'information ayant pour finalité directe et principale le contrôle de l'activité et du comportement des employés ne devraient pas être permises. Lorsque leur introduction et leurs utilisations sont nécessaires pour d'autres finalités légitimes, telles que la protection de la production, de la santé, de la sécurité, ou la gestion efficace d'une organisation, menant, de façon indirecte, à la possibilité de contrôler l'activité des employés, elles devraient être soumises aux garanties complémentaires visées au principe 21, notamment la consultation des représentants des employés.

15.2. Les systèmes et technologies de l'information qui contrôlent l'activité et le comportement des employés de façon indirecte, devraient être spécialement conçus et placés de façon à ne pas porter préjudice à leurs droits fondamentaux. L'utilisation de la vidéosurveillance pour le contrôle d'endroits tenant à la vie intime des employés n'est en aucun cas autorisée.

15.3. En cas de litige ou d'action en justice, les employés devraient, le cas échéant, pouvoir obtenir la copie des enregistrements réalisés, conformément aux dispositions du droit interne. La conservation des enregistrements devrait être limitée dans le temps.

### **16. *Appareils permettant de localiser les employés***

16.1. Les appareils permettant de localiser un employé ne devraient être introduits que s'ils s'avèrent nécessaires pour atteindre les finalités légitimes poursuivies par les employeurs et que leur utilisation ne conduit pas à un contrôle permanent des employés. Plus particulièrement, le contrôle ne devrait pas être la finalité principale, mais uniquement une conséquence indirecte de l'action visant la protection de la production, de la santé, de la sécurité, et de la gestion efficace d'une organisation. Considérant les risques d'atteinte aux droits et aux libertés des personnes que présente l'utilisation de ces appareils, les employeurs devraient prendre toutes les garanties nécessaires à la protection des données à caractère personnel et au respect de la vie privée des employés, y compris les garanties prévues au principe 21. Conformément aux règles définies aux principes 4 et 5, les employeurs devraient accorder une attention particulière aux finalités pour lesquelles de tels appareils sont utilisés et aux principes de minimisation et de proportionnalité.

16.2. Les employeurs devraient prendre les mesures internes appropriées concernant le traitement de ces données et les notifier préalablement aux personnes concernées.

## **17. Mécanismes internes de signalement**

Lorsque les employeurs sont tenus par la loi ou les règles internes de mettre en œuvre des mécanismes internes de signalement, tels que les numéros d'urgence, ils devraient assurer la protection des données à caractère personnel de toutes les parties concernées. En particulier, les employeurs devraient garantir la confidentialité à l'égard de l'employé qui signale les comportements illicites ou contraires à l'éthique (tel qu'un donneur d'alerte). Les données à caractère personnel des parties en cause devraient être utilisées uniquement aux fins des procédures internes appropriées relatives aux dits signalements, tel que prévu par la loi ou pourrait être prévu par des procédures judiciaires ultérieures.

A titre exceptionnel, les employeurs peuvent permettre le signalement anonyme. Un signalement anonyme ne saurait être l'unique origine d'enquêtes internes, à moins que ce signalement soit dûment circonstancié et concerne de graves infractions au droit interne.

## **18. Données biométriques**

18.1. La collecte et le traitement de données biométriques ne devraient être réalisés que lorsqu'ils sont nécessaires à la protection des intérêts légitimes des employeurs, des employés ou des tiers, uniquement lorsqu'il y a impossibilité d'utiliser d'autres méthodes alternatives de traitement moins intrusives pour la vie privée et lorsque le traitement s'accompagne de garanties appropriées, y compris les garanties prévues au principe 21.

18.2. Le traitement des données biométriques devrait être fondé sur des méthodes scientifiquement reconnues et soumis à des exigences strictes de sécurité et de proportionnalité.

## **19. Tests psychologiques, analyses et procédures analogues**

19.1. Le recours à des tests, à des analyses et à des procédures analogues effectués par des professionnels spécialisés, soumis au secret médical, et destinés à évaluer le caractère ou la personnalité d'un employé ou d'un candidat à l'emploi ne devraient être permis que s'il est légitime et nécessaire au regard de la catégorie d'activité exercée dans l'emploi et que le droit interne prévoit des garanties appropriées.

19.2. L'employé ou le candidat à l'emploi devrait être informé au préalable des modalités d'utilisation des résultats de ces tests, analyses ou procédures analogues et, par la suite, de leur contenu. Les principes 11.1 et 11.2 s'appliquent en conséquence.

## **20. Autres traitements de nature à présenter des risques spécifiques au regard des droits des employés**

20.1. Les employeurs, et le cas échéant, les sous-traitants, devraient procéder à une analyse de l'impact potentiel de tout traitement de données envisagé sur les droits et libertés fondamentales des employés et concevoir les traitements de données de manière à prévenir ou pour le moins à minimiser les risques d'atteinte à ces droits et libertés fondamentales.

20.2. A moins que d'autres garanties appropriées ne soient prévues par la législation ou la pratique nationale, l'accord des représentants des employés devrait être recherché préalablement à l'introduction ou à la modification des TICs lorsque la procédure révèle des risques d'atteinte au regard des droits des employés.

## **21. Garanties complémentaires**

Pour toutes formes particulières de traitement, établies dans la Partie II de la présente recommandation, les employeurs sont notamment tenus de prendre en particulier les garanties suivantes :

- a. Informer préalablement les employés de l'introduction des systèmes et technologies d'information permettant le contrôle de leur activité. L'information fournie devrait être mise à jour, et le droit d'information devrait s'effectuer conformément au principe 10 de la présente recommandation. Les informations devraient inclure la finalité du dispositif, la durée de conservation, l'existence ou non des droits d'accès et de rectification et la façon dont ces droits peuvent être exercés ;
- b. Prendre les mesures internes appropriées concernant le traitement de ces données et les notifier préalablement aux employés ;
- c. Avant l'introduction d'un système de surveillance ou lorsqu'un système existant devrait être modifié, les représentants des employés devraient être consultés, conformément aux législations et pratiques nationales. Lorsque la procédure de consultation révèle une possibilité d'atteinte au droit au respect de la vie privée et de la dignité humaine d'un employé, l'accord des représentants devrait être assuré ;
- d. Consulter, conformément à la législation nationale les autorités nationales de contrôle sur les traitements de données à caractère personnel.